

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

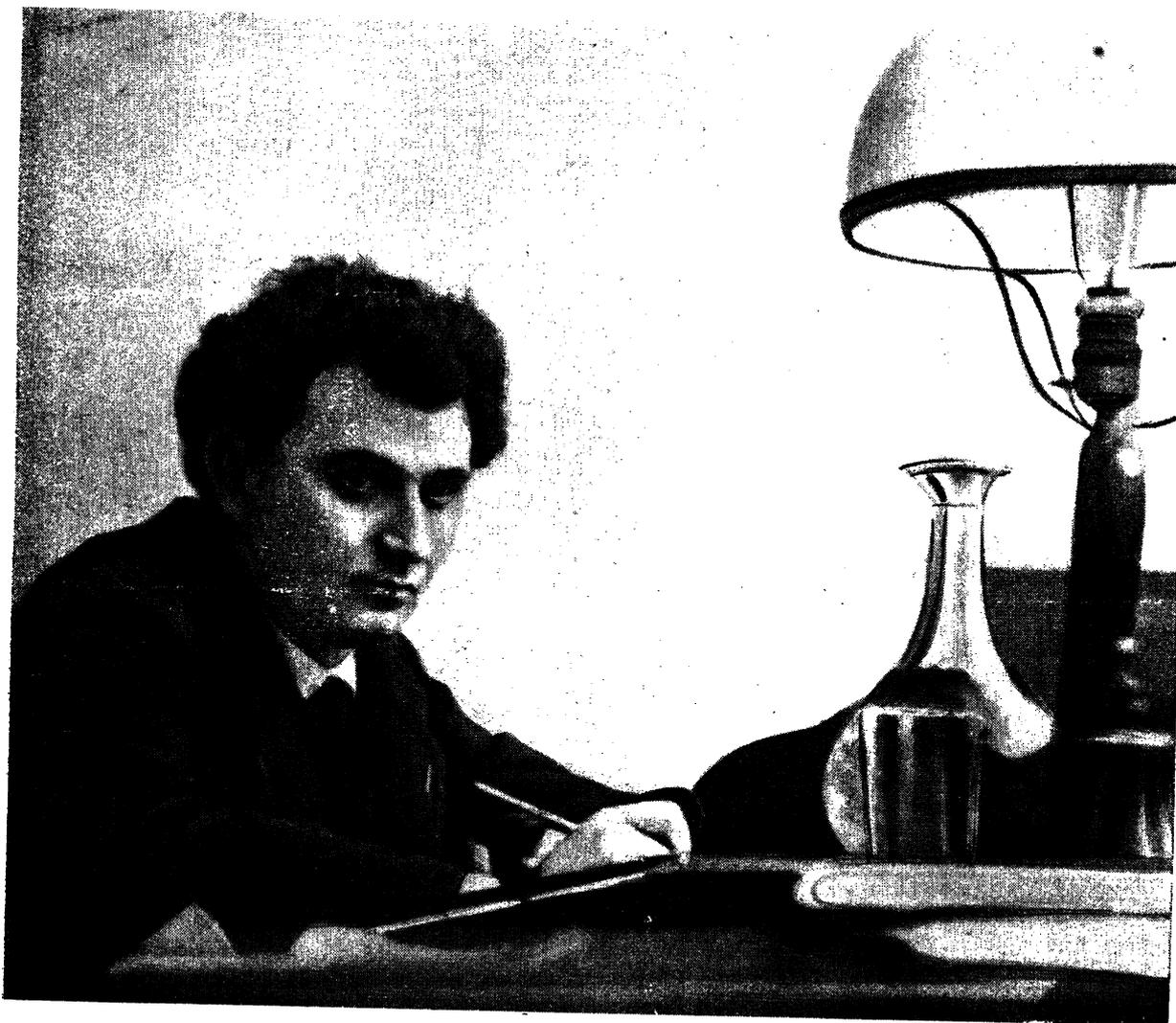
Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Politique générale (*Amédée Dunois*). — La Faillite Allemande (*A. Ker*). — La Semaine Politique; la Conférence de Washington (*C.-E. Labrousse*). — Quatre années (*A. Losovsky*). — Les origines du Parti Communiste Russe (*G. Zinoviev*).

Une critique de l'organisation capitaliste de la Production et des échanges. — Lettre d'un camarade chinois (*Chengtcheng*). — Chronique Internationale : Hongrie (*Bela Kun*). — Bibliothèque Communiste.



**G. ZINOVIEV**



LA REVUE DU 17 JUIN A MOSCOU. -- Place Rouge. — Un coin des tribunes.

## POLITIQUE GÉNÉRALE

**P**ARIS n'est pas seulement le chef-lieu du département de la Seine, de même que Périgueux est le chef-lieu du département de la Dordogne : Paris est encore la capitale de la France et c'est pourquoi, depuis Étienne Marcel, il est si souvent advenu aux autorités parisiennes de sortir de leurs attributions régulières et d'aspirer aux prérogatives plus étendues qui sont celles du gouvernement central. La Révolution du 18 mars, de glorieuse mémoire, n'a pas fait en somme autre chose; et nous serions mal fondés, nous qui célébrons chaque année la naissance et la mort de la Commune, à nous élever contre des tentatives qui, par leur répétition même, atteignent pour ainsi dire à la constance des lois historiques.

Je ne suis donc ni particulièrement surpris ni autrement fâché de voir aujourd'hui le Comité exécutif de la Fédération de la Seine morigéner le Comité directeur du Parti qui n'a pas cru devoir instituer devant le congrès de

Marseille un débat de politique générale; non plus que de le voir opposer des thèses de sa façon aux thèses du même Comité directeur; non plus que de le voir enfin inviter la Fédération à confectionner elle-même une liste de candidats à la direction du Parti et, qui plus est, contraindre ses délégués à Marseille à ne voter que pour cette liste à l'exclusion de tout autre liste.

Je ne puis, dans le cadre exigé d'un article, discuter des contre-thèses de la Fédération de la Seine (ou, plus exactement, de son Comité exécutif); tout ce que j'en dirai, est qu'elles ne sauraient être, sans injustice, repoussées en bloc et qu'il y a dans chacune d'elles des principes utiles et des idées opportunes que le congrès de Marseille a le devoir de retenir.

A qui objecterait que le Comité exécutif de la Seine n'avait pas le droit d'opposer ses propres thèses aux thèses du Comité directeur et de forcer par là l'opinion de ses sections, je dirai que je me félicite que le Comité exécutif

ait, en l'occurrence, excédé le droit strict; je me félicite de toutes les initiatives qui peuvent en quelque mesure activer la vie intellectuelle de notre Parti.

Je regrette par contre l'insistance que met la Fédération de la Seine, non pas certes à dresser une liste des militants qui lui paraissent les plus qualifiés pour diriger le Parti Communiste, mais à vouloir contraindre ses délégués à Marseille à ne voter que pour les candidats de son choix. Je ne pense pas que cette insistance puisse avoir d'autre aboutissement que de soulever contre la Seine les susceptibilités des fédérations provinciales, que d'opposer, une fois de plus dans l'histoire, la province à Paris, Paris à la province. La province — y a-t-on suffisamment réfléchi? — risque de ne voir dans l'initiative de la Seine qu'une tentative de subordonner davantage encore le Comité directeur du Parti — qui n'est déjà composé, à de rares exceptions près, que de militants de la région parisienne — à l'influence de la Fédération de la Seine. Qui vivra verra!...

\*\*

Tout n'est pas imaginaire dans le reproche qui est fait par le Comité exécutif de la Seine au Comité directeur du Parti, de n'avoir pas pensé à instituer à Marseille un débat de politique générale.

Il est exact qu'un débat de politique générale est apte, plus que tout autre débat, à dégager du chaos des conceptions particulières les grands mots d'ordre qui, d'un congrès à l'autre, inspirent l'activité multiple du Parti. Est-ce à dire cependant que le Comité directeur soit dans l'impossibilité de répondre à ses détracteurs? Il peut répondre tout d'abord que la politique générale se déduira aussi bien des débats qui auront lieu à Marseille sur la tactique électorale, sur la question agraire ou sur l'action syndicale que d'un débat spécialement institué à son sujet. Qu'est-ce qu'une politique générale, sinon la totalisation des politiques particulières : électorale, militaire, paysanne, ouvrière, etc..., que le congrès de Marseille a justement pour mandat de définir.

Que peut répondre encore le Comité directeur? Que la politique générale du communisme a été arrêtée à Tours et qu'elle demeure valable tant qu'elle n'aura pas été abrogée; la motion de Tours a fixé jusqu'à nouvel avis notre politique générale; tout au plus peut-on dire qu'elle a besoin, sur tel ou tel point de détail, d'une mise au point qui ne mérite pas un débat prolongé. Le Comité directeur peut répondre enfin que le débat sur la politique générale n'a pas besoin, pour venir à la tribune de Marseille, d'être inscrit à l'ordre du jour. La discussion des rapports du secrétariat, en évoquant

dans son ensemble la politique du Comité directeur sortant est parfaitement susceptible de dégager les impératifs généraux auxquels le nouveau Comité directeur devra conformer ses actes.

\*\*

Au lieu d'un débat d'ensemble, nécessairement un peu abstrait sur la politique générale, le Comité directeur a préféré instituer une série de débats concrets sur un certain nombre de « politiques » particulières. C'était son droit; il a hâte de voir le Parti, au lieu de se définir et redéfinir... indéfiniment, se mettre avec résolution à la recherche des moyens de conquérir l'esprit et le cœur des masses. Notre politique générale, Moscou s'est excellemment chargé de l'énoncer, quand il a lancé cette année même les deux mots d'ordre que l'on sait. Premier mot d'ordre : *Allez aux masses!* Deuxième mot d'ordre : *Ni opportunisme de droite ni inopportuniste de gauche!*

Ces deux mots d'ordre, la Fédération de la Seine a bien raison de les reprendre à son compte. Je n'ignore pas que si elle reprend le second, c'est avant tout pour se défendre, elle, de tout inopportuniste de gauche et pour nous inculper, nous, d'opportunisme de droite. Que la Fédération de la Seine soit absolument indemne de tout inopportuniste de gauche, je n'en suis pas entièrement sûr, quand je lis ses motions de tactique électorale qui aboutiraient à des applications telles qu'un franc et carré antiparlementarisme aurait plus de logique. Quant à notre opportunisme de droite, je n'hésite pas à reconnaître que les faits sur ce point donnent parfois raison à la Fédération de la Seine : la discipline dans le Parti, surtout quand elle concerne les élus, est quelque peu inopérante : il n'est que trop vrai, par exemple, que le Parti s'est montré indulgent, au delà des nécessités de la période transitoire que nous traversons, pour « les manifestations réformistes auxquelles se livrent trop souvent des journaux, des élus et des militants du Parti ». Mais l'indulgence a ses limites, ceux qui en ont bénéficié hier auraient tort de la croire éternelle.

Allez aux masses, répète, après Moscou, la Fédération de la Seine! Mais qu'avons-nous fait qui contrevienne à ce mot d'ordre? Jamais la propagande n'avait été menée dans le passé avec une telle intensité. Pas un seul membre du Comité directeur qui ne se soit mué cette année en délégué permanent : le rapport de Frossard en fait foi. Nous sommes allés aux masses, ou plutôt nous n'avons cessé de vivre et de combattre au milieu d'elles. Nous avons imposé, dans ce pays pourri de bourgeoisisme, bourré de préjugés démocratiques et de forfan-

teries chauvines, ce fait nouveau d'un grand parti révolutionnaire n'attendant rien de la légalité et ne croyant qu'à la force organisée des masses.

Nous sommes allés aux masses. Mais le tout n'est pas d'y aller; le tout est de les conquérir. Les thèses avec lesquelles le Comité directeur se présentera à Marseille n'ont d'autre but que cette conquête des masses par l'idée communiste. C'est à gagner au communisme les travailleurs organisés — cette élite de la classe ouvrière — que tend notre thèse syndicale;

c'est à gagner les paysans au communisme que tend notre thèse agraire; c'est à gagner les soldats, les femmes, les coopératives, que tendent les autres thèses. Nous n'avons eu qu'une pensée et qui nous a inspirés sans relâche : accroître la force matérielle et l'influence morale du communisme français.

Et quelles qu'aient pu être nos fautes, nos erreurs, nos malchances, c'est d'un cœur parfaitement assuré que nous nous soumettrons demain au jugement de notre Parti.

Amédée DUNOIS.

# La Faillite Allemande

## L'inflation monétaire. --- Ses causes et ses conséquences

La question des Réparations domine en ce moment toute la politique des pays de l'Europe Centrale et Occidentale : l'Allemagne essaie en vain de trouver les ressources nécessaires pour faire face à ses formidables dettes extérieures, l'Angleterre demande pour l'Allemagne un moratorium, non par philanthropie, certes, mais seulement pour que la stabilisation du mark enrayer l'essor de l'exportation allemande ; enfin, les gouvernants français se débattent pour que l'assainissement financier de l'Allemagne ne se fasse pas totalement aux dépens du budget français. Un fait domine toutes ces discussions : l'effondrement financier de l'Allemagne, dont nous allons succinctement rappeler les causes et les conséquences immédiates.

### L'inflation fiduciaire

Avant la guerre, avec sa Banque d'Empire, admirablement organisée, l'Allemagne avait une circulation fiduciaire de 2.365 millions, gagée par une encaisse métallique de 1.695 millions d'or et 416 millions d'argent. Les billets de la Banque d'Empire, émis avec prudence, valaient de l'or.

Aujourd'hui, l'encaisse comprend environ 1 milliard en or et 20 millions en argent, tandis que la circulation des billets atteint 111 milliards. Le mark de 1914, « solide comme un grenadier poméranien », est tombé aujourd'hui à 5 centimes, c'est-à-dire au 1/25<sup>e</sup> de sa valeur.

L'effondrement du change est-il l'indice d'une véritable débilite économique et faut-il s'attendre à voir l'Allemagne sombrer dans l'état d'épuisement où se trouvent la Russie et l'Autriche ?

Il est probable que non. Si touché qu'il soit, l'organisme économique allemand conserve une vigueur sur laquelle ses concurrents ne se font aucune illusion. Le peuple allemand conserve son industrie puissamment outillée, sa technique savante, ses habitudes de labeur régulier, de discipline et de ténacité ; la productivité, diminuée par la sous-alimentation de l'ouvrier, reste très élevée.

« Nous ne possédons plus, écrit Rathenau, que notre puissance de travail qui soit vraiment demeurée à nous. Notre seule richesse véritable est représentée par nos 32 milliards d'heures de travail. » Nous verrons d'ailleurs que, par une conséquence curieuse, la confiance universelle qu'ins-

pire la véritable richesse de l'Allemagne est devenue l'une des causes de la dépréciation du mark.

Les dirigeants allemands se préoccupent de suivre une politique de production, plus qu'une politique d'affaires. Il y a là un facteur de richesse pour l'avenir, mais qui, en accroissant momentanément les dettes, a contribué aussi à la chute de la valeur monétaire.

### Causes de l'inflation : la recherche des devises étrangères

La dévalorisation du mark, provoquée par les énormes dettes extérieures imposées à l'Allemagne, a nécessité un accroissement de la circulation fiduciaire, lequel, à son tour, a précipité la chute du mark. Le gouvernement allemand tourne dans ce cercle vicieux depuis le traité de Versailles. Aujourd'hui, l'affaiblissement financier du Reich est tel que ses créanciers, craignant que la subversion du régime bourgeois ne sorte de la faillite allemande, doivent se porter au secours de leur débiteur.

La cause essentielle de l'inflation réside dans les charges écrasantes des réparations et des dettes de guerre. Le mark, à 0 fr. 25 il y a six mois, ne valait plus que 0 fr. 07 au lendemain du paiement du premier milliard-or. Le paiement au 15 janvier de 500 millions de marks-or va encore accentuer la baisse du mark, car pour acquitter sa dette l'Allemagne doit se procurer des devises étrangères : dollars, francs, livres sterling, pesetas, etc., achat qui nécessite l'impression de nouveaux marks-papier et, par suite, précipite la dépréciation des billets en circulation.

Si l'Allemagne s'acquitte en partie par des prestations en nature, elle n'en doit pas moins les payer aussi en marks-papier. Ainsi, en 1920, l'entretien des 172.000 Américains de l'armée d'occupation a coûté la somme invraisemblable de 32 milliards de marks ! Et ceci alors que le mark était à un cours cinq ou six fois plus élevé qu'aujourd'hui.

Une deuxième cause importante de la chute du mark, c'est l'achat, par le Reich et les industriels, des devises étrangères nécessaires au paiement des importations de ... de matières premières.

La ration légale de 200 grammes de farine par tête et par jour représente, pour l'année, 4 millions et demi de tonnes de céréales, dont le sol allemand ne donne que la moitié environ ; or, le prix du blé, en marks, est de 80 fois celui d'avant-guerre ! De plus, l'augmentation prévue et indispensable de la ration, qui va être portée à 60 grammes, entraînera un achat supplémentaire de 1 million de tonnes de blé, c'est-à-dire d'un certain nombre de milliards de devises étrangères.

### La spéculation

Spéculant sur le relèvement rapide de l'Allemagne, les étrangers qui ont acheté du mark, sans autre motif que l'appât d'un gain facile et sûr, ont fait une opération qui se retourne contre eux. Anglais, Américains, Français et neutres de toute espèce ont mis dans leurs tiroirs un total approximatif de 50 milliards de marks, qui, payé au cours moyen de 0 fr. 28, représente près de 15 milliards de francs, lesquels ne valent plus aujourd'hui que 2 milliards 600 millions.

Outre le bénéfice de plus de 12 milliards que l'Allemagne réalise dans cette affaire, elle a obtenu, contre ses 50 milliards de marks ainsi vendus, des livres, des dollars et des francs mis bénévolement à sa disposition pour couvrir ses importations de denrées alimentaires et de matières premières.

Mais les Alliés ont contribué d'une autre manière à remettre en route l'industrie allemande. On sait que nos industriels, et en particulier les métallurgistes, ont acquis d'importantes participations dans les industries sarroises et rhénanes. Aujourd'hui, les seigneurs du Creusot, de Saint-Chamond et d'ailleurs, gênés dans leur trésorerie, écrasés d'immobilisations exagérées, crient misère devant l'expansion inattendue de l'industrie allemande.

Stinnes, en particulier, a reçu à ce titre des centaines de millions de francs, qui lui ont permis, entre autres achats, d'acquérir les mines de fer de Styrie, complément du coke métallurgique de la Ruhr, tant convoité par les ouailles de M. Robert Pinot.

### Causes diverses de la chute du mark

Parmi d'autres causes de dévalorisation du mark, on cite le désordre des finances allemandes, mais il apparaît qu'il y a là confusion entre la cause et l'effet, le désordre et le déficit étant, au contraire, le résultat du cours à la fois bas et instable de la monnaie nationale.

On dénonce également l'insuffisance des impôts et la négligence apportée à des recouvrer. Des parlementaires et des économistes « distingués » nous apprennent que les impôts par tête d'habitant se chiffrent à 560 francs pour le Français et à 152 fr. français pour l'Allemand ; mais ces graves messieurs font un calcul absurde, car l'Allemand paie ses impôts non en francs, mais en marks, et le mark, tout en ne valant qu'un sou au change, garde en Allemagne un pouvoir d'achat supérieur de 6 à 8 fois à celui du sou.

Que ces insidieux informateurs veuillent bien retourner leur calcul en l'appliquant au salaire : ils verront qu'un ouvrier, avec ses 1.000 marks par mois, touche la somme plus qu'infime de 50 francs !

La solution du problème silésien, en enlevant à l'Allemagne les quatre cinquièmes des charbonnages, la moitié des fours à coke et les sept dixièmes

de la métallurgie du bassin de Silésie, et ceci au moment où son industrie a plus que jamais besoin de charbon et de fer, constitue aussi un appauvrissement énorme de l'économie nationale et se répercute évidemment sur la situation monétaire.

Nos chauvins dénoncent àrement les vastes programmes de constructions neuves en cours d'exécution. Grands constructeurs, les Allemands ont entrepris l'amélioration de leurs chemins de fer, de leurs voies fluviales, de leurs ports, au grand scandale de la Commission des Réparations, qui a dénoncé ces travaux comme une source de dépenses exagérées et de sabotage financier.

### La faillite préméditée

Enfin, il est une thèse défendue par le *Temps* et toute la presse nationaliste, et selon laquelle la chute du mark serait provoquée par l'Allemagne même, dans le but de se soustraire au paiement de sa dette extérieure et des réparations. Ainsi, l'Allemagne se ruinerait pour ruiner plus sûrement ses créanciers ; le gouvernement allemand se créerait intentionnellement à lui-même des difficultés croissantes ; de gaité de cœur, il irait droit au devant des pires catastrophes en cessant tout paiement à ses fonctionnaires, à ses fournisseurs et en ruinant le crédit de presque toutes les entreprises privées !

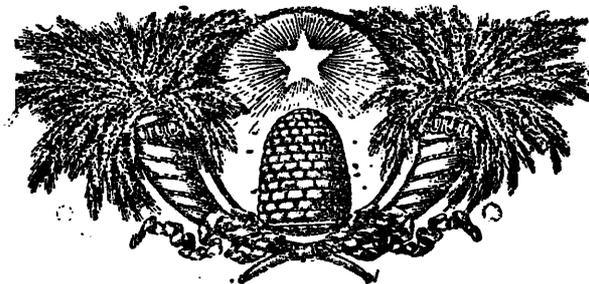
Le malfaisant Poincaré a écrit sur ce thème de pesantes colonnes ; sa conclusion est que l'Allemagne doit devenir, comme la Turquie et l'Égypte, une puissance « protégée et contrôlée » :

En face d'une Allemagne qui se débat au milieu de difficultés réelles, mais qui les a aggravées pour se soustraire à ses engagements et qui peut indéfiniment recommencer cette spéculation, nous n'avons et n'aurons de certitude d'être payés que si nous exigeons d'elle des gages positifs et si nous installons chez elle un contrôle sérieux de ses dépenses et de ses recettes, de ses exportations et de ses devises, de ses douanes et de ses charbons. Le traité de Versailles autorise les alliés à prendre ces précautions. Lorsqu'ils ont créé le comité de garantie ils ont paru les trouver inutiles. L'expérience prouve qu'elles sont nécessaires. Hâtons-nous ; il est temps encore. Demain, il sera trop tard.

On retrouve, dans ces quelques lignes, toute la politique de fer et de sang où ce politicien fourbe et lâche a entraîné l'Europe et le Monde. Ce chef d'Etat criminel cherche dans les résultats désastreux de son œuvre néfaste de nouveaux prétextes pour remettre en jeu la paix de l'Univers.

(A suivre.)

A. KER.



# La Semaine Politique

## La Conférence de Washington

La conférence de Washington avait pour objet le règlement de la question chinoise qui met aux prises l'impérialisme américain et l'impérialisme japonais, également soucieux de s'annexer l'immense marché de consommation représenté par les 11 millions de kilomètres carrés et les 400 millions (?) d'habitants de la Chine : soient une superficie supérieure et une population sensiblement égale à celles de l'Europe. La question chinoise n'a pas été réglée.

La Conférence de Washington avait pour prétexte la limitation des armements navals et terrestres. La limitation des armements navals a été résolue... en principe. On sait quelle valeur effective il faut attribuer à cet euphémisme diplomatique. Les quatorze propositions du président Wilson furent naguère, elles aussi, acceptées « en principe ». Et, longtemps avant la guerre, tous les Etats bourgeois admettaient « en principe » l'impérieuse nécessité de la réduction des flottes et des armées...

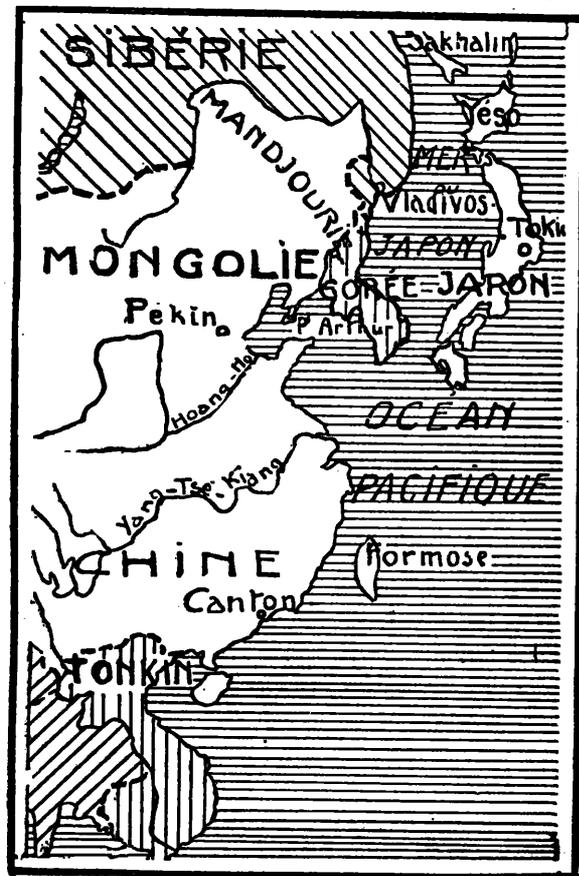
Quant à la limitation des armements terrestres, la Conférence a dû y renoncer — après une intervention non équivoque de la France pacifique.

Tel est, après quatre semaines de débats, le bilan de la Conférence de Washington.

### La Question du Pacifique

Jetez un coup d'œil sur la carte de l'Extrême-Orient. Vous y verrez, allongées près de la côte d'Asie, les quatre grandes îles qui forment le Japon. En face de ces îles, l'impérialisme du Soleil Levant a cousu à la masse de l'Asie un solide littoral japonais : la péninsule de Corée, enlevée à la Russie à la suite de la guerre de 1905, et grande à elle seule comme les quatre dixièmes de la France. Avec la Corée et sa dépendance de Port-Arthur, le Japon est installé à une des grandes portes d'entrée de la Chine, tout près des voies ferrées qui relient Pékin au monde civilisé. Beaucoup plus au sud, le Japon a conquis la grande île de Formose, très rapprochée de la côte chinoise, face au cœur de la Chine. Japon, Corée, Formose, forment ainsi comme les points extrêmes d'un triangle de forte hauteur dont Formose est le sommet. Plus de la moitié de l'immense côte chinoise est sous le contrôle stratégique du Japon. Gouverné par une féodalité militaire et industrielle, regor-

geant de population, sa grande ambition nationale est de faire, aujourd'hui, de la Chine du Nord, une annexe économique de la métropole ; son orgueil de race l'entraînera, demain, à faire de la Chine entière une annexe politique. Pourvu d'un outillage moderne de guerre, élevant ses générations dans le culte de l'Empereur, de la patrie et de l'armée, le



Japon apparaît ainsi vis-à-vis de la Chine dans la posture de la vieille Prusse vis-à-vis de l'Allemagne. Un Empire d'Extrême-Orient unifié, militaire et mercantile pourrait bien se cristalliser autour du Japon du Mikado, comme, autour de la Prusse, l'Empire allemand se cristallisa au cours du dernier siècle.

Regardons toujours la carte. Sur l'autre rive du Pacifique, à des millions de kilomètres, l'oncle Sam, inquiet de la déchéance européenne et de la période de sous-consommation qui s'annonce dans notre continent ruiné

par la guerre, jette un coup d'œil de convoitise sur le marché chinois, peuplé de 400 millions de consommateurs. Il n'a manqué dans le passé aucune occasion de se poser, contre les visées japonaises ou européennes en défenseur désintéressé de l'intégrité de la Chine. Il a pris part à l'expédition internationale de Chine, en 1900. Il a joué, en 1905, à l'issue du conflit russo-japonais, le rôle d'arbitre de l'Extrême-Orient. De sa côte lointaine, il a rampé jusqu'au rivage asiatique. Toute une traînée d'îles, à travers le vaste Pacifique, le relie aux Philippines, plantées en pleine mer à quelques centaines de kilomètres de Formose, tout près de la côte chinoise. États-Unis et Japon sont là voisins, et ce voisinage exaspère, chez les féodaux du Soleil Levant, l'orgueil de race et l'avidité mercantile.

On comprendra, d'après le schéma géographique et économique de la « question chinoise », la gravité de la rivalité qui met aux prises les deux grands impérialismes seuls capables de jeter encore dans une prochaine guerre les hommes par millions et l'argent par centaines de milliards.

### Pas de Solution

A cette angoissante question, raison profonde de la Conférence, aucune solution n'a été apportée.

Selon le *Daily Chronicle*, la Conférence « pacifiste » s'est ouverte dans une atmosphère d'inquiétude et même de réelle anxiété. « On paraît prévoir que le premier effort de la Conférence tendra à faire sentir aux Japonais que le sort de la Chine intéresse le monde entier au premier chef et que la politique japonaise doit, par suite, être approuvée par le sentiment général des nations. » Avant même que s'ouvrit la première séance, le correspondant du *Temps* constatait, de son côté, que tous les regards étaient tournés vers la Chine. Jamais, écrivait-il, on ne parle tant de l'Asie que depuis notre arrivée en Amérique ! Curieuse préface à une Conférence dont la réduction internationale des armements devait être l'objet essentiel. Curieuse confiance, aussi, qui, après l'aveu cynique de M. Tardieu, devrait ouvrir à la réalité les yeux cuirassés des plus fortes écaillés pacifistes. De fait, toute la Conférence pivota autour du problème chinois, qu'il fût expressément à l'ordre du jour, ou qu'il y fût indirectement, comme dans la question du désarmement naval dominée tout entière par la rivalité des États-Unis et du Japon.

On sait dans quels termes s'oppose, vis-à-vis de la Chine, la politique des deux impérialismes ennemis. L'impérialisme japonais a toujours été favorable à la création de « zones d'influence », aimable expression qui, dans la lexicologie diplomatique ou consulaire, est volontiers synonyme d'annexion économique. Les États-Unis, au contraire affirment le

principe de « la porte ouverte », de l'intégrité et de l'indépendance de la Chine.

Comme il fallait s'y attendre, le Japon a multiplié, avec un raffinement de prévenances orientales, les déclarations les plus conciliantes. A entendre son délégué, l'amiral Kato, la Chine ne compte pas d'ami plus sûr, plus désintéressé, que son voisin insulaire. On n'a pas sans doute perdu le souvenir du récent ultimatum adressé au Céleste-Empire par son bon voisin, ultimatum qui eût purement et simplement abouti à la mise en tutelle du gros bébé chinois. Peu importe. « La délégation japonaise — prononça l'amiral Kato — « tient à assurer la délégation chinoise et la « Conférence tout entière que tout le désir du « Japon est d'entretenir les plus heureuses relations avec la Chine. Contribuer, dans toute « la mesure dont elle est capable, à la réalisation des justes et légitimes aspirations de « la Chine, c'est là ce qui est l'objet de toute « sa sollicitude.

« Elle n'est nullement influencée par aucune « politique d'extension territoriale dans aucune partie de la Chine. Elle adhère sans « aucune condition ni réserve, au principe de « la porte ouverte et des facilités égales pour « tous en vue de commercer avec la Chine. « Elle compte sur la Chine, en particulier, « pour lui procurer les matières premières « essentielles à notre vie industrielle, ainsi « que les denrées alimentaires qui nous sont « nécessaires. Pour l'achat de ces marchandises à la Chine, de même que pour toutes « les relations commerciales du Japon avec « ce pays, elle ne revendique aucun droit « ou privilège spéciaux ; elle accueille avec « plaisir toute juste et honnête compétition « avec toutes les nations ».

Que voilà donc des protestations rassurantes ! La Conférence a abouti du coup à la rédaction d'un texte, signé par les neuf États représentés, aux termes duquel la souveraineté et l'indépendance de la Chine sont une fois de plus garanties, ainsi que le principe de l'égalité économique. On en est resté à ces accords « de principe ». C'est par ces déclarations solennelles qu'on préludait, il y a vingt ans, à un sérieux dépeçage du Céleste-Empire. Aujourd'hui, le Japon n'en demeure pas moins dans le Chantoung, la Mandchourie et la Mongolie, authentiques provinces chinoises. Les États-Unis n'en demeurent pas moins, tout près de Formose, tout près de la côte chinoise, aux Philippines, dont le Japon fait vainement poser, indirectement, la question de l'indépendance.

Sur le seuil de « la porte ouverte », concurrents japonais et américains debout, immobiles, se regardent... jusqu'au moment où ils s'empoigneront à la gorge.

Pratiquement, la Conférence de Washington a abouti, dans la question chinoise, au maintien du *statu quo*. Toutes les possibilités de conflit demeurent comme par le passé. Aucun résultat positif n'a été obtenu qui puisse limiter l'insécurité du monde.

## Le Désarmement naval ou la grande Illusion

La Conférence de Washington a donc échoué dans son objet essentiel : le règlement de la question chinoise. Encore faut-il remarquer que si la paix du monde ne se trouve en rien affermie par les décisions de la Conférence, l'impérialisme américain a obtenu du Japon quelques assurances — dont nous avons plus haut apprécié la valeur. L'échec de la Conférence a été aussi lamentable dans la question des armements navals ; il a été radical dans celle des armements terrestres.

Les exigences de la mise en scène nous ont valu, à la séance d'ouverture, une prédication pacifiste de M. Harding et des propositions concrètes de M. Hughes sur le désarmement naval. Ces propositions, comme toute la presse l'a reconnu, ne tendent ni à limiter les possibilités de guerre, ni à en limiter les horreurs, mais à en limiter les frais. C'est, dira-t-on, un premier résultat. Nous ne le contestons pas. Mais ce que nous contestons formellement, c'est la possibilité pratique d'aboutir à une telle limitation, dans le monde capitaliste et avec les systèmes diplomatiques aujourd'hui encore en honneur.

La limitation des armements navals dans les proportions indiquées par M. Hughes a été acceptée, « en principe » par les représentants des grandes puissances navales, par M. Balfour, au nom de l'Angleterre, et par l'amiral Kato, au nom du Japon. M. Balfour a toutefois fait valoir « la faiblesse stratégique » de l'Angleterre, séparée par d'immenses espaces de ses colonies, dont il faudra tenir compte pour une équitable limitation des armements anglais. L'amiral Kato a déclaré de son côté « qu'on devra naturellement tenir compte des exigences de la situation territoriale particulière du Japon ». Dans ces conditions, on apprécie sainement ce qui signifie les acceptations « de principe ».

Les tiendrons-nous cependant pour sincères ? Nous ne parlerons plus alors de mauvaise volonté hypocrite, mais de bonne volonté impuissante. Le Temps a judicieusement posé ces questions :

*Sous un régime d'armements limités, tel que celui dont M. Hughes a défini les bases, chaque Etat est en droit de posséder des forces proportionnées aux dangers auxquels, de l'avis de toutes les puissances contractantes, il peut raisonnablement se croire exposé.*

On distingue immédiatement le point délicat de ce système : il peut arriver que l'un des contractants ne soit pas d'accord avec tous les autres sur la grandeur ou sur la nature des dangers auxquels il peut raisonnablement se croire exposé.

La nation attaquée ou menacée doit pouvoir dire aux autres contractants : « Aidez-moi à combattre un péril qui dépasse la puissance des armes dont vous m'avez invitée à me contenter ». On est ainsi amené à poser un second principe, qui nous pa-

rait digne d'une approbation unanime comme le premier :

*Lorsque des puissances conviennent entre elles de limiter leurs armements, elles s'obligent par là-même, fût-ce tacitement, à secourir celle d'entre elles qui se trouverait aux prises avec un danger que ses armements limités ne lui permettaient pas d'écartier.*

*Il ne peut pas y avoir une limitation contractuelle des armements sans qu'il y ait par là-même, entre tous les contractants, une obligation solidaire de s'entre-secourir.*

Ainsi, pour aboutir à une politique de solidarité pacifiste, la Conférence de Washington part implicitement de la solidarité. A-t-on jamais vu plus bel exemple de question tranchée par la question ?

Estime-t-on, d'autre part, que le vieux système diplomatique des alliances et des équilibres toujours en vigueur est compatible avec ce contrat universel, corollaire des propositions Hughes ? Croit-on que la crise mondiale de sous-consommation va prédisposer les magnats de la métallurgie à fermer ou à limiter le marché des fabrications de guerre ? Déjà, de bonnes âmes anglaises et nippones ont posé, à propos du problème des armements, la question du chômage. On ne pensait pas sûrement aux seuls « chômeurs » ouvriers. De toute façon, là encore, le capitalisme affirme aujourd'hui plus que jamais son incompatibilité avec la transformation dans un sens pacifiste de la politique des nations.

On voit ainsi ce qu'il peut advenir des propositions Hughes, acceptées « en principe ». Ou bien les experts ne s'entendront pas sur les chiffres, et l'accord « de principe » sera dénoncé. Ou bien, ce qui est plus vraisemblable, ils aboutiront — malgré les marchandages persévérants du Japon — à un accord, dont un avenir très prochain nous montrera le caractère nécessairement illusoire.

En attendant, les Etats-Unis ont marqué un avantage : l'alliance anglo-japonaise, contraire à l'équilibre des forces navales entre les puissances, évolue vers un simple « accord ».

...Il y a quinze jours, le Japon a mis en chantier le croiseur de bataille *Atago*, qui jaugera 41.000 tonnes.

## Pas de Désarmement sur Terre

Le problème du désarmement sur terre a dû être purement abandonné. Il n'en fallait pas moins attendre de l'attitude de la France.

Nous en sommes là. Les fastes militaires ont à ce point tourné la tête aux classes dirigeantes de ce malheureux pays qu'on n'y peut supporter l'idée même du « pacifisme ». Ce qui est, chez d'autres, hypocrisie bien portée, répugne chez nous, au militarisme triomphant. M. Briand a refusé d'examiner, en ce qui concerne la France, le problème de la réduction des armements. Dans son grand discours du 22 novembre, après avoir évoqué le péril allemand et le péril russe, il a déclaré

que la limitation à deux ans ou à dix-huit mois de la durée du service militaire était ce que la France pouvait offrir de mieux à la cause de la paix. Ce qui faisait écrire à H.-V. Wells : « La France réduit la durée de son service militaire de trois à deux ans, dans une Europe non soumise au service militaire. Ce n'est pas du désarmement, c'est simplement de l'économie ». Encore convient-il de remarquer que, selon les récentes déclarations de M. Barthou au Sénat, et les projets militaires du gouvernement, cette « économie » n'apparaît pas très prochaine : la France conservera sous les armes plus de 800.000 hommes, soient des effectifs sensiblement égaux à ceux qu'elle possède aujourd'hui.

Quand, au lendemain du discours Briand, une tendance se manifesta en commission pour reprendre en détail la question du désarmement sur terre et aboutir à un plan d'action, M. Briand la combattit, selon l'Agence Havas, « avec une netteté et une énergie décisives ». Notre grand état-major, nos pangermanistes, nos féodaux industriels seront satisfaits de l'attitude de leur représentant à Washington.

Il n'en a pas été de même de la galerie internationale. Anglais et Italiens se sont montrés sévères. Ils ont peu compris que la France invoquât « l'armement moral » de l'Allemagne matériellement désarmée, pour se refuser à limiter ses effectifs. Le « péril russe » n'a pas eu, non plus, un succès éminent.

« Le discours de M. Briand n'apporte malheureusement pas de grandes espérances pour la réduction des armements terrestres, car la Russie et l'Allemagne demeurent les points d'interrogation », a déclaré M. Balfour. Et M. Schanger, délégué italien, a modestement conclu en espérant « que la limitation générale des armements pourra bientôt devenir une réalité en Europe ».

C'est en tout cas une réalité dont la Conférence de Washington, après le discours Briand, s'est désintéressée. Elle ne pouvait pas faire autrement.

..

Il est donc maigre, le bilan de la Conférence de Washington. A part les avantages qu'en retire l'Amérique, inspiratrice de la Conférence, la paix du monde n'y a rien gagné — sinon une nouvelle manifestation de l'impuissance pacifiste. Une guerre prochaine entre l'Amérique et le Japon demeure la grande probabilité de demain. On a trop, ici, le souci de l'examen objectif de la réalité pour fonder, en cas de guerre prochaine, de fermes espérances sur les possibilités de riposte préventive des prolétariats d'Amérique ou d'Extrême-Orient. Mais les peuples européens doivent veiller. Nous nous devons, nous leur devons, de leur dénoncer le péril : ils peuvent être entraînés dans le cataclysme. Seul, aujourd'hui, le développement de l'esprit international, seule, demain, la prise globale du pouvoir par le socialisme, pourront retenir l'Europe épuisée en marge de l'incendie. Les événements, intérieurs ou extérieurs, de l'ancien Monde ou du Nouveau Monde, font de plus en plus du Communisme une nécessité de salut européen.

C.-E. LABROUSSE.

ERRATA. — Deux errata de taille à relever dans mes dernières « Semaines » :

Lire, dans le numéro du 17 novembre, p. 849, deuxième colonne, non pas : « On ne saurait, sans la social-dissidence... ». Mais : « On ne saurait, dans la social-dissidence... »

Lire, dans le numéro du 24 novembre, p. 865, première colonne, non pas : Ce problème s'établit ainsi : d'une part, un budget de dépenses *incompréhensibles*. Soit un déficit irréductible... » Mais : « Ce problème s'établit ainsi : d'une part, un budget de dépenses *incompressible* ; d'autre part, un budget de recettes inextensible. Soit un déficit irréductible... »

C.-E. L.

# QUATRE ANNÉES

*Si peu de jours vécus  
Et tant d'événements !*

Il y a quatre ans que le prolétariat russe a tenté aux fondements séculaires de la société capitaliste. Pour la première fois après la Grande Révolution française, qui avait proclamé la *propriété sacrée et inviolable*, a éclaté une révolution qui a lancé ce mot d'ordre nouveau : *La propriété n'est ni sacrée ni inviolable*. C'est cela qui constitue l'essence de la Grande Révolution de novembre 1917. Elle a remplacé une classe par une autre, elle a balayé les hobereaux, elle a écarté la bourgeoisie financière et industrielle, elle a placé à la tête du pouvoir, au lieu des riches, les dépossédés d'antan.

Quelle est la signification historique de la Révolution de novembre ? Où gît la source de sa puissance ? Comment se fait-il que depuis quatre

ans déjà elle éclaire d'une flamme éclatante les recoins les plus ténébreux du monde capitaliste et colonial ? C'est qu'elle a lancé dans l'univers non pas un *verbe nouveau*, mais un fait nouveau ; c'est qu'elle a transporté le socialisme du domaine des transcendances théoriques dans celui des contingences historiques.

Ces années de lutte défilent devant nos yeux comme sur un écran. Contre-révolution intérieure... Kornilof, Kalédine, Bogalevsky, Koltchak, Dénikine, Doutof, Seménof, Wrangel, les Tchéco-Slovaques, etc., etc... Les mois, les années s'écoulent, et toujours se poursuit cette lutte inouïe du vieux monde cramponné à ses privilèges contre la classe nouvelle, la classe géante qui, dans un coin du monde, s'est emparée du pouvoir. Des centaines de milliers de prolétaires héroïques ont péri de la mort des braves. Les colonnes, les détachements se succédaient les uns aux autres, se dirigeaient

sur tous les fronts, repoussant les attaques de la contre-révolution intérieure et extérieure. Les impérialistes de l'Europe et de l'Amérique ont nourri la contre-révolution russe. L'Allemagne, l'Autriche, la Roumanie, la Pologne, la France, l'Angleterre, l'Amérique, le Japon, les uns après les autres, ou par groupes, entraînent en lice contre le « monstre soviétiste ». Les anneaux d'acier du blocus enserraient la poitrine du grand pays. Tous les débouchés de la circulation étaient fermés. De longues années durant, le prolétariat russe fut complètement coupé des autres pays. Le monde capitaliste avait organisé une stricte quarantaine pour prémunir ses prolétaires de la contamination russe. Les classes dominantes de tous les pays nous déclarèrent la guerre sainte. Ils voulaient étrangler la Révolution russe, ils voulaient instaurer le règne des généraux tsaristes pour écraser plus tard, à l'aide des baïonnettes russes, l'insurrection des prolétaires de leurs pays. Ils voulaient étrangler le prolétariat russe pour se faire rembourser en monnaie trébuchante les milliards empruntés par les tsars aux usuriers de tous les pays.

Le blocus, pas plus que l'intervention militaire directe, ni la contre-révolution intérieure, n'ont eu raison de l'élan révolutionnaire qui emportait les masses des travailleurs. Tous les obstacles tombent, les traditions séculaires s'écroulent, la Révolution avance dans sa marche ascendante. Elle a délivré les peuples opprimés : les voilà devenus citoyens égaux en droits de la République Unique du Travail. La femme est désormais émancipée, elle n'est plus l'humble citoyenne de deuxième catégorie qu'elle était. Rien ne résiste à la Révolution de novembre, car elle a délivré la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste. Notre théorie se trouve confirmée par les faits : les oppressions nationales et l'asservissement de la femme résultent bien du régime de classe.

La Révolution de novembre a ouvert aux travailleurs de tous les pays des horizons nouveaux. Le socialisme n'est plus seulement un rêve réalisable seulement pour les générations à venir : il s'est dressé dans toute sa complexité comme la tâche pratique du jour. La révolution n'admet ni hésitations, ni demi-mesures, surtout une révolution plébéienne. Sa marche logique et implacable a secoué les travailleurs de tous les pays, les a obligés à méditer la grande mission du socialisme. L'ouvrier du lointain Mexique, le coolie chinois, le rikcha du Japon, le docker de Marseille, de Liverpool et de Hambourg, tous contemplant, pénétrés d'étonnement et de sympathie, cette redoutable Révolution russe, qui leur est si proche par son essence prolétarienne. Leur instinct de classe, leur intuition intime les pousse vers elle. Ils vont à elle malgré toutes les épreuves qu'elle a subies, malgré ses grandes souffrances, la famine, sa misère. Ils voient en elle l'expression de leurs aspirations conscientes ou non. Ils savent désormais qu'il est un pays où l'exploitation ne domine pas, où la bourgeoisie est écartée du pouvoir, où les usines, les fabriques, la terre, tout appartient au travail. Ils le savent et cela leur suffit.

Qu'importe que la presse jaune, que la presse dite « socialiste », écume de rage dans ses attaques contre la Russie des Soviets. Nos ennemis jettent l'opprobre sur le prolétariat russe et ses grandes souffrances. Ils accueillent de huées et de ricanelements toutes ses erreurs, toutes ses défaites. Qu'importe ! Le prolétaire opprimé et misérable tend ses bras vers la Russie Soviétiste, car il sait que là-bas s'accomplit le grand œuvre prolétarien, que là-bas triomphe sa cause.

Quatre ans... Ils sont gravés en caractères de feu dans les annales du mouvement ouvrier mondial. Voie difficile, voie douloureuse. Difficile, parce qu'aujourd'hui encore, le prolétariat russe est seul. Depuis quatre ans déjà, il occupe les postes avancés de la lutte révolutionnaire, et la relève ne vient pas. Ses détachements tombent les uns après les autres ; c'est toujours le prolétariat russe qui remplace les morts. Comment se fait-il donc que la Russie Soviétiste puisse tenir si longtemps malgré les attaques de la contre-révolution universelle ? Elle résiste à toutes les attaques parce que Soviets, Syndicats et Parti Communiste forment un bloc d'acier ; parce que l'esprit communiste anime tous ses organes ouvriers ; parce qu'une seule et même volonté communiste imprègne toutes les cellules de son organisme syndical ; parce que la dictature du prolétariat s'appuie directement sur les syndicats ouvriers, qui groupent des millions de prolétaires. Le pouvoir prolétarien repose sur ces organisations. Seule, cette unité de volonté et d'action explique l'existence de la Russie Soviétiste.

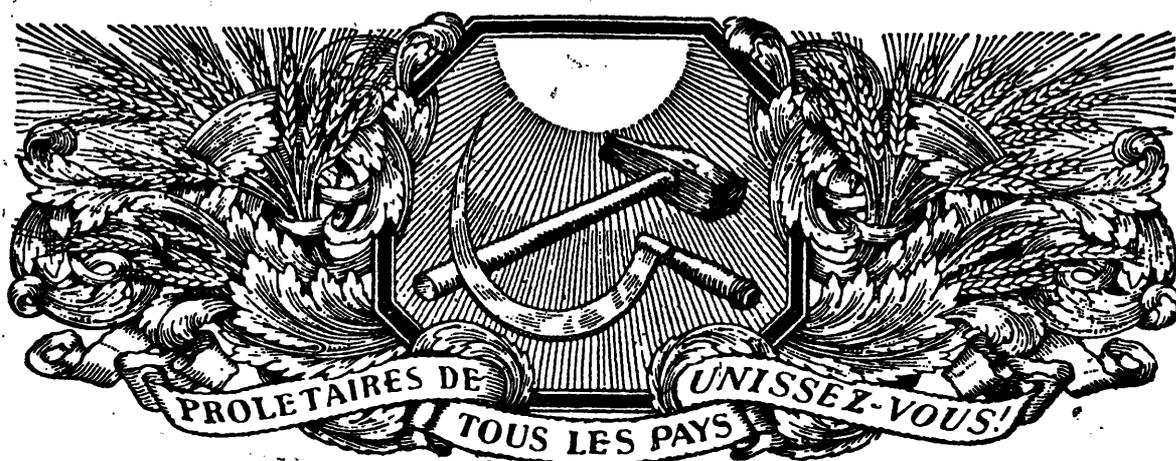
Quelle est l'œuvre de la Révolution de novembre ? Elle a détruit radicalement le vieux monde féodal et frayé le chemin du monde nouveau ; elle a montré que la bourgeoisie n'est pas invincible ; elle a placé à la tête du pouvoir une classe qui, jamais encore, au cours de l'histoire de l'humanité, n'avait dominé ; elle est entrée en lutte contre le monde bourgeois ; elle a prouvé pratiquement son droit à l'existence. Il n'est pas, dans le monde, un seul parti bourgeois ou ouvrier qui n'ait une attitude bien déterminée à l'égard de la Révolution Soviétiste. On l'aime ou on la hait, nul ne reste indifférent à son égard. On est pour ou contre elle. *Pour la Russie Soviétiste : c'est-à-dire pour le renversement de la bourgeoisie, pour la dictature prolétarienne. Contre la Russie Soviétiste, c'est-à-dire : pour l'entente avec la bourgeoisie, pour la consolidation du pouvoir bourgeois.*

Bien des choses restent à faire. Nous ne faisons qu'aborder certaines tâches. Des obstacles immenses se dressent devant nous : nous frayons une voie nouvelle dans un pays économiquement arriéré. La grande industrie, cette base du socialisme, se rétablit laborieusement. La lente progression du mouvement révolutionnaire en Europe Occidentale nous force à mettre un frein à notre marche en avant, à laisser un certain développement aux tendances petites-bourgeoises de la classe paysanne, à accorder des concessions industrielles, à céder parfois devant le monde bourgeois qui, à la veille de sa chute, est encore puissant.

Mais n'importe ! Un bref regard en arrière, une revue rapide de ces quatre années, si courtes et si longues à la fois, eu égard à la lutte et aux souffrances, nous donnent le droit de dire à nos ennemis : « Vous pouvez aboyer après la Révolution russe et calomnier son héroïque prolétariat ; vous êtes impuissants à arracher de l'histoire les pages qu'y ont écrites avec leur sang les ouvriers russes. Vous ne pourrez effacer de l'Histoire du Socialisme international la Révolution de novembre : l'existence même de la Russie des Soviets n'est-elle pas un fait socialiste ? » A la question de nos ennemis : « Dites-nous l'œuvre de la Russie Soviétiste ? », elle pourra répondre fièrement : « J'ai existé quatre ans ! »

Moscou, le 20 octobre 1921.

A. LOSOVSKY.



# Les Origines du Parti Communiste Russe

(Suite)

## Le « Marxisme légal »

Sur ce fond se forma le *marxisme légal*.

Tout un groupe d'intellectuels bourgeois, de littérateurs du futur parti des cadets se trouvait du côté des ouvriers. Un terrain commun existait alors entre eux et la classe ouvrière.

Et ce groupe (Strouve, Tougan-Baranowsky, etc., etc.) créa toute une tendance qui a longtemps collaboré avec Plékhanov, Lénine et les chefs du marxisme révolutionnaire d'alors. Et cette collaboration ne consista pas seulement en un travail littéraire commun. Ce n'est pas pour rien que Strouve écrivit le premier manifeste du Parti. Mais, aujourd'hui, les représentants du marxisme légal sont entièrement passés à l'ennemi.

Le grand mérite de Plékhanov, et plus encore de Lénine, c'est d'avoir dès alors, vers 1900, déclaré la guerre au « marxisme légal ». Lénine s'éleva contre Strouve peu après 1900, à la veille de la création de l'*Iskra*. Lénine et Plékhanov disaient, en analysant les célèbres *Remarques critiques* de Strouve : « L'auteur défend, certes, le marxisme contre les *narodniki*, mais il le fait de telle façon qu'il se trouvera demain de l'autre côté de la barricade ».

Le livre de Strouve se terminait par ces mots : « Reconnaissons donc notre ignorance et allons nous instruire à l'école du capitalisme ». Les *narodniki*, comme on le sait, niaient que la Russie dût, comme les autres pays, passer par la phase capitaliste. Strouve avait raison en affirmant que la Russie passerait aussi par le capitalisme. Il disait : « Je ne crois pas aux miracles, à la sorcellerie ; je vois que les fabriques se développent et que la classe ouvrière s'accroît tous les jours ; — nous n'éviterons pas le capitalisme ». Mais dans cette phrase : « Allons nous instruire à l'école du capitalisme », la fine oreille de Lénine perçut une fausse note. Et Lénine de prédire : « Demain,

Strouve nous dira d'aller nous instruire non à l'école du capitalisme, mais à l'école du marxisme des capitalistes ! »

Plékhanov polémiquait aussi avec Strouve, mais de façon académique. Plékhanov restait toujours un académicien et un théoricien. Tout livre était précieux pour lui. Littérateur, il savait dissenter sur les mots. Il savait souligner les erreurs d'un auteur, mais il lui arrivait de ne pas découvrir le nerf vital d'une œuvre aussi bien que l'avait fait Lénine chez Strouve. Lénine sentit le premier que ce dernier deviendrait l'avocat de la bourgeoisie, louerait non plus les aspects progressifs du capitalisme, mais bien les capitalistes eux-mêmes : qu'il se vendrait aux riches ! Lénine fut le premier à l'affirmer, le premier à tracer une séparation nette entre le révolutionnaire et le « marxiste légal ».

Et le marxisme légal, déformation bourgeoise du mouvement prolétarien, idéologie bourgeoise qui voulait se faire passer pour socialiste, ce « marxisme » nous l'avons vu renaître sous différentes formes au cours de nos révolutions.

Il devint le « Bernsteinisme » (1), il se transforma ensuite en « économisme », puis en menchevisme et enfin en socialisme-défense nationale.

Bernstein fut, vous ne l'ignorez pas, le portedrapeau de l'opportunisme international. Dans son livre fameux, les *Postulats du Socialisme*, il proposait de revoir les bases du marxisme : « Le mou-

(1) Le *revisionnisme* d'Edouard Bernstein (1898). Cf. Edouard Bernstein : *Socialisme théorique et Social-démocratie pratique* (Paris, 1900) et la réponse de Karl Kautsky : *Le Marxisme et son critique Bernstein* (Paris, 1900). Le revisionnisme, qui prétendait « réviser » le marxisme, opposait les réformes à la Révolution, le mouvement au but, etc.

Bernstein : *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*.

Kautsky : Bernstein a. dans *Sozialdemokratisches Programm*. (Stuttgart, 1899.)

vement est tout, le but final n'est rien », proclamait-il. Autrement dit : la lutte pour des réformes partielles et de petites améliorations est tout ; le socialisme n'est qu'un idéal lointain qui ne saurait être réalisé avant un siècle...

Bernstein était censé avoir « détrôné » Marx. En fait, il a été le conducteur de l'influence bourgeoise sur le prolétariat. Le Bernsteinisme trouva des adeptes parmi les opportunistes de tous les pays. En Italie, en France, en Angleterre, partout, des groupes se formèrent, acceptant les idées de Bernstein. En Russie, cette idéologie prit racine dans les milieux du « marxisme légal ». Le marxisme légal se transforma en Bernsteinisme.

Strouva, Tougan-Baranowsky s'emparèrent de ces « profondes » pensées et déclarèrent qu'il n'y avait pas d'autre marxisme.

Il ne s'agissait pas de révolution, mais de réformes partielles et de luttes pour des centimes. Laissons la politique aux libéraux ! Et quant aux ouvriers, qu'ils luttent dans le domaine économique en vue d'une petite amélioration immédiate de leurs conditions d'existence, dans les cadres du capitalisme.

### L'Économisme

Et ces métamorphoses continuèrent. Le Bernsteinisme se transforma en « économisme ».

Vers 1900, une séparation très nette s'opéra entre deux tendances socialistes qui reçurent les noms de *politicisme* et d'*économisme*. L'économisme avait pour source le marxisme légal transformé en Bernsteinisme ; ses origines remontaient aux groupes des intellectuels bourgeois dont nous avons parlé précédemment. Les premiers pas que faisait la classe ouvrière se bornaient inévitablement à de simples grèves économiques ; de ce fait, les « économistes » tirèrent une théorie et déclarèrent que la classe ouvrière n'avait nul besoin de s'occuper de politique : « Laissons la lutte politique aux libéraux ! disaient-ils, et quant à nous, luttons pour l'amélioration immédiate du sort de la classe ouvrière ». Ils appelaient cela poser la question sur une base purement économique et, à les en croire, « marxiste ».

Les « économistes » tenaient à peu près ce langage : Ne nous laissons pas entraîner par des idées abstraites ; guidons-nous sur ce qui nous vient d'en bas. Il faut des augmentations de salaires, voilà ce que les ouvriers comprennent clairement. Notre devoir est donc de les soutenir dans leurs revendications, mais rien de plus. Nous sommes des « économistes ».

Plékhanov et Lénine donnèrent le signal de la lutte contre ce courant auquel ils répondaient : « Vous diminuez l'importance du mouvement ouvrier. Nous lutterons, certes, de toutes nos forces pour obtenir des centimes... Il est évident que chaque augmentation de salaire d'un centime est pour nous une grande victoire. Nous savons parfaitement toute l'importance qu'elle représente pour l'ouvrier. Mais, si vous voulez tout réduire à cela, vous faites de la classe ouvrière une classe d'esclaves mercenaires, vous voulez qu'elle soit pareille aux bêtes de somme qui ne pensent qu'à se procurer un peu plus d'aliments... Vous fermez les yeux sur les problèmes historiques que doit se poser la classe ouvrière dans son entier, la classe qui veut délivrer le monde des chaînes du capitalisme ».

Nos camarades révolutionnaires de l'*Iskra* sou-

lignaient de même la nécessité de l'action politique. Ils affirmaient :

« Il ne s'agit pas seulement de revendications économiques ; il faut avant tout abattre l'autocratie, lutter pour la république, poser les grands problèmes de la mission d'une classe sociale tout entière. »

Les « économistes » tentaient de s'appuyer sur l'ouvrage de Bernstein que Plékhanov avait à juste titre appelé « un vilain petit livre » et qu'ils considéraient, eux, comme leur évangile. Ils essayaient de s'appuyer sur la pratique des trade-unions modérées, sur la pratique de l'opportunisme anglais. L'économisme était un spécimen russe de l'opportunisme international.

### L'« Iskra » et son Groupe

La lutte entre les « politiciens » et les « économistes » s'échauffa, surtout après 1900, lorsqu'un groupe, ayant Lénine et Martov à sa tête, créa le premier journal illégal, l'*Iskra*. Nous savons, par les récits de ceux qui y prirent part, que Plékhanov et Véra Zassoulitch, tout en sympathisant avec la nouvelle génération révolutionnaire, étaient néanmoins si éloignés du mouvement ouvrier qu'ils n'avaient qu'une confiance très limitée en un journal tel que l'*Iskra*. Ils reconnaissaient que Lénine avait raison. Ils reconnaissaient la justesse théorique de son point de vue. Mais ils connaissaient mal la Russie de cette époque et les ouvriers de la nouvelle génération et pensaient que tout cela ne mènerait pratiquement à rien. Lénine raconte que, lorsqu'il apporta le premier numéro de l'*Iskra* — première feuille du premier organe du premier groupe révolutionnaire marxiste — aux « vieux maîtres » Plékhanov et Véra Zassoulitch, cette dernière lui dit, après l'avoir lu : « Elle est sottée, votre *Iskra*, et n'allumera aucune flamme ». (La devise du journal était : « La flamme jaillira de l'étincelle (*Iskra*) ».) Ils n'en espéraient aucun résultat appréciable. Plékhanov insistait pour éditer un grand journal scientifique ; il fallait, à l'entendre, remâcher le marxisme, espérer et attendre que la classe ouvrière se développât. Et, seuls, des hommes comme Lénine, qui savait comprendre les premiers ouvriers marxistes, tels que Babouchkine (2), Tchelgounov et quelques autres, voyaient que les premiers travailleurs révolutionnaires conscients apparus à Pétrograd de 1890 à 1900 ne s'intéressaient plus uniquement aux grèves économiques pour de minimes revendications, mais commençaient déjà à envisager les tâches historiques de toute leur classe.

Bien que Plékhanov et Axelrod (3) ne manifestassent guère d'enthousiasme pour l'*Iskra*, les « jeunes » guidés par Lénine continuèrent à l'éditer. L'influence de l'*Iskra* augmenta de jour en jour. L'organisation entière prit le nom de *Iskrovtzi* en opposition avec celle des économistes. Et de même que, maintenant, le mot *bolchevik* est détesté de la bourgeoisie internationale autant qu'il est aimé chez nous, le mot *Iskrovetz* fut haï de la police russe, de la bourgeoisie et des opportunistes tant internationaux que russes.

*Iskrovetz* : cela signifiait un marxiste militant ; *Iskrovetz* : c'était le révolutionnaire qui chassait l'opportunisme des rangs de son parti et ne reculait pas devant la rupture impitoyable avec ceux de ses camarades qui tentaient de lui faire accepter les rebuts du vieux monde.

(2) Babouchkine, militant ouvrier de Pétrograd, membre du Parti bolchevik fusillé en Sibérie en 1906.

(3) Paul Axelrod, chef menchevik, un des doyens de la social-démocratie russe.

On reprochait aux *iskrovvtzi* de rompre l'unité du parti, d'être des sécessionnistes. Et c'était vrai. Les *iskrovvtzi* se séparaient en effet des opportunistes. Lénine, dans son célèbre : *Que faire ?* jeta cette phrase restée historique : « Avant de s'unir, il faut se diviser ». Et cette scission devait être opérée dans le plus bref délai, d'une façon catégorique, pour ainsi dire chirurgicale.

Les Prokovitch, les Kouskov et d'autres, qui jusqu'alors avaient été considérés comme d'honorables membres du parti social-démocrate, furent éliminés des rangs du parti ouvrier illégal, en dépit de toutes leurs protestations de foi socialiste et marxiste.

Opportunistes et pacifistes poussèrent les hauts cris : — Nous disséquons la chair vive de la classe ouvrière ! Nous resterions en nombre infime ! Nous étions des fanatiques de la scission !. Nous n'en fûmes pas incommodés. Il y eut un temps où l'on aurait pu compter les *iskrovvtzi* sur les doigts, où ils ne représentaient qu'un groupe de révolutionnaires professionnels, exclusivement adonnés à l'œuvre de la révolution et ne connaissent que les intérêts de la révolution.

Les *iskrovvtzi* préparèrent pendant deux ans le congrès du parti qui eut lieu à Londres.

Il fut appelé deuxième Congrès de notre parti, mais c'était en réalité, au point de vue politique et historique, le premier Congrès — bien qu'il fût chronologiquement le second.

C'est là que fut rédigé pour la première fois — et non par un futur déserteur de l'espèce de M. Strouve, mais par de véritables leaders ouvriers — le premier programme ouvrier ; on y vit également poindre l'organisation ouvrière de toute la Russie, encore faible et encore très éloignée des masses ; mais arborant fièrement le drapeau du marxisme révolutionnaire.

Ce congrès avait été préparé par le comité organisateur présenté par l'*Iskra*. Les *iskrovvtzi* furent, pour aboutir, soutenir une lutte sérieuse contre le Bound juif.

Nos jeunes camarades ne se doutent même plus aujourd'hui du rôle qu'a joué le Bound israélite, qui a rendu autrefois de grands services au mouvement ouvrier. Les travailleurs israélites, sous le poids de l'oppression nationale, avaient su former une première organisation ouvrière. Les leaders du Bound étaient alors des révolutionnaires. Mais, au moment où se produisit la querelle historique entre notre tendance et le marxisme légal — devenu dans la suite Bernsteinisme et menchevisme — le Bound se rangea du côté de ces courants petits-bourgeois. A la veille du deuxième congrès, les *iskrovvtzi* eurent à lutter contre lui, le Comité Central élu au premier congrès étant en majorité boundiste. Le groupe Lénine mena une campagne énergique contre les leaders du Bound qui voulaient régir tout notre parti dans les cadres de l'« économisme ».

En 1903, la lutte était, dans ses grandes lignes, terminée à Moscou, au sud et dans la Russie centrale. Quelques comités seuls, et entre autres celui de Saint-Pétersbourg, eurent au deuxième congrès une représentation dite parallèle, économistes et *iskrovvtzi* y figurant également.

La victoire des *iskrovvtzi* au congrès était certaine à l'avance. La tendance révolutionnaire remporta dans le mouvement ouvrier la victoire. La première partie du congrès réunit contre nous, sur un front commun les « économistes » et les boundistes. Mais dès ce congrès, parmi les *iskrovvtzi* mêmes, une division se produisit qui, à la fin du congrès, aboutit à une scission. Et cette scission

s'est transformée depuis, en temps de révolution prolétarienne, en guerre civile.

### Bolcheviks et Mencheviks

En quoi consistait cette division, parmi nous, en 1903 ?

Le programme du parti, rédigé par Plékhanov, Lénine et Martov avait été accepté presque à l'unanimité. Les dissentiments commencèrent à se manifester sur la question des relations avec la bourgeoisie libérale et dans les questions d'organisation.

Dès 1903, les mencheviks préconisaient une « opposition nationale », et, dans ce but l'unité de front avec la bourgeoisie. Ils disaient qu'il fallait attirer les libéraux à nous et non nous séparer d'eux. La querelle se résuma en deux résolutions : celle de Potressov et celle de Plékhanov — qui était alors avec nous. Plékhanov écrivait que nous devions démasquer les libéraux aux yeux de la classe ouvrière, les présenter tels qu'ils étaient en réalité : des ennemis du peuple.

La résolution de Potressov, au contraire, déclarait qu'il fallait chercher à s'entendre avec les libéraux. Il fallait demander à chaque libéral s'il était pour ou contre le suffrage universel. S'il répondait par l'affirmative, c'était un « bon » libéral, et on pouvait se risquer à l'entente avec lui.

Lénine se moquait avec raison de ce précepte et il disait que ces sortes d'épreuves n'y feraient rien, que la bourgeoisie et le prolétariat formaient deux classes différentes et qu'il n'existait pas au monde de libéraux susceptibles de marcher de pair avec nous. Les libéraux nous soutiendraient peut-être temporairement, jusqu'au moment où nous aurions renversé le tsarisme ; mais nous ne devons pas oublier un seul instant que, si la bourgeoisie libérale marche aujourd'hui avec nous, elle se retournera demain contre nous. Il fallait à son avis, créer sans délai un parti ouvrier, former sous le joug même du tsarisme un parti socialiste, parti de lutte de classe qui agirait à la fois contre le tsarisme et contre la bourgeoisie.

Ainsi se posait, au deuxième congrès, la question du cartel avec les libéraux.

Mais le congrès ne parvint pas à prendre nettement parti sur ce sujet et accepta les deux résolutions en accordant à chacune un nombre de voix à peu près égal.

Sur la question d'organisation, les mêmes dissentiments se manifestèrent.

Lorsqu'on procéda à l'élaboration des statuts du parti, on se demanda naturellement qui nous devions accueillir. Notre parti était alors, comme l'on sait, illégal. Lénine proposa la formule suivante : Est membre du parti social-démocrate révolutionnaire russe tout adhérent d'une organisation illégale, qui se soumet aux directives du Comité Central et paye une cotisation. Martov, par contre, voulait que toute personne travaillant sous le contrôle d'une des organisations du parti pût également appartenir au parti — Dissentiment insignifiant à première vue. En effet, dans les conditions de l'action clandestine, l'entrée dans le parti présentait de grandes difficultés.

La formule de Martov était peut-être en effet plus souple ; mais, au cours des débats, la vraie différence entre les deux formules apparut clairement. Lénine et Martov étaient liés par une vieille amitié qu'ils avaient nouée pendant leur déportation. Cette question les divisa pourtant. Un discours très significatif fut prononcé par Axelrod qui, prenant la défense de Martov, nous dit en somme : « Mais réfléchissez-y donc ! Si vous exigez que chacun de nos membres appartienne à

une organisation illégale, le professeur n'entrera pas dans notre parti, ni les étudiants, ni les élèves des écoles ! » Et plus nous entendions de semblables discours, plus il nous devenait évident qu'ils voulaient donner accès dans notre parti ouvrier aux intellectuels bourgeois — professeurs, étudiants, collégiens — représentants d'une jeunesse dite socialiste, mais bourgeoise en réalité.

Et cette question provoqua une scission au congrès.

Les bolcheviks avaient à ce congrès 1 ou 2 délégués de plus. De là l'origine de ce mot *bolchevik* (majoritaires). Les bolcheviks avaient pour leader Lénine et les *mencheviks* (minoritaires) Martov. Au début cette séparation sembla artificielle.

Et lorsque parut le livre de Lénine : *Un pas en avant, deux en arrière*, où il exprimait, en une série de diagrammes, les suffrages du congrès, beaucoup furent d'avis que la division en opportunistes et en révolutionnaires, survenant à propos d'une semblable question, était artificielle. L'avenir, cependant, devait donner raison à Lénine.

Cette fois encore, il avait senti juste. Il connaissait mieux ses anciens alliés que nous, les jeunes marxistes. Et c'est de cette petite dispute insignifiante que date la séparation de deux classes et de deux partis. Nous comprenons clairement aujourd'hui pourquoi les mencheviks désiraient un parti où les professeurs et la classe cultivée bourgeoise auraient eu accès « comme dans la bonne société ». Ces raisons n'apparaissent pas avec la même clarté, en 1903, dans notre parti clandestin, alors que les contradictions de classes ne se manifestaient pas si nettement qu'aujourd'hui et que la tendance opportuniste commençait à peine à se former.

Au début, Plékhanov se rangea du côté des bolcheviks. Il prononça, au sujet de la composition du Parti, un discours dans lequel il déclarait avoir hésité au commencement, mais que, finalement, il se rangeait du côté des bolcheviks, qui étaient dans la bonne voie. Pas pour longtemps, hélas ! Au bout de quelques semaines, lorsqu'il sembla que Lénine et son groupe ne formaient qu'un « petit cercle », tandis qu'Axelrod et ses amis avaient derrière eux l'ensemble des intellectuels, il décida de sauver la situation et céda aux intellectuels opportunistes. On n'a pas oublié l'article qu'il publia dans la nouvelle *Iskra* (dont Lénine abandonna la rédaction), sous le titre de : « Ce qu'il ne faut pas faire », et en réponse au livre de Lénine : *Que faire ?*

Plékhanov reconnaissait qu'il faisait là une petite concession aux opportunistes ; mais où était le mal ? C'était dans l'intérêt de la classe ouvrière. « Demain, éclairés par l'expérience, ces opportunistes viendront à nous. »

Plékhanov, en dépit de toute sa perspicacité, ne voyait pas que cette dispute était celle de deux tendances fondamentales du mouvement ouvrier. Il se plaisait à dire : « Vous verrez que, dans six mois, Lénine se trouvera dans la même situation qu'Akimov (4), tout ce qu'il y a de vivant chez nous s'unit contre lui. Lénine n'a pas compris qu'il faut céder à des militants tels que Vera Zaslouitch, Protessov, Martov ».

Et Plékhanov se mit à « manœuvrer ».

Il le fit avec tant de succès qu'il perdit très rapidement tous ses partisans.

Les mencheviks l'envoyèrent promener les premiers.

De cette façon, deux camps se dessinèrent. Les Bernsteinien, devenus « économistes », s'étaient à ce moment transformés en mencheviks.

La lutte entre les deux courants s'accrut à mesure que se développa la révolution russe. Il devint clair que ce n'était pas une lutte entre deux groupes, mais bien entre deux plateformes ; il devint clair que deux programmes, deux mondes, se trouvaient en présence.

Dans l'*Iskra*, maintenant éditée par Martov, Potressov et autres mencheviks, on continuait encore à affirmer, après le 22 janvier 1905 (5), « qu'une révolution ouvrière était impossible en Russie et que seule la bourgeoisie libérale était capable de renverser l'autocratie ». Un article de Martov parut après le 22 janvier tragique, dans lequel, constatant que deux forces luttaient dans l'arène politique russe, « l'autocratie et la bourgeoisie libérale », il en déduisait que la classe ouvrière n'avait qu'un parti à prendre : aider selon ses moyens la bourgeoisie libérale dans ses efforts contre le tsarisme. Les mencheviks ne voyaient que la fronde de Rodzianko, de Millioukov, de Troubetzkoï, de Roditchev, de Pétrounkevitch, criblant de cailloux les généraux du tsar. Mais ils ne voyaient pas l'ouvrier. La fronde du bourgeois, de la noblesse libérale, que voilà une force sérieuse ! Quant à la classe ouvrière, elle n'était, à les croire, capable de rien qui vaille. Et on l'affirmait encore après le « Dimanche rouge » (22 janvier 1905).

A partir de ce moment, la lutte entre bolcheviks et mencheviks s'échauffa de plus en plus. Les bolcheviks affirmaient, dès ce moment, qu'une troisième force existait : la classe ouvrière, force décisive. Ils se moquaient du plan de campagne des zemstvos (6), des mencheviks, qui considéraient que la forme la plus élevée de l'action consistait à soutenir les pétitions « ouvrières » composées par les zemstvos de Moscou, de Tver et autres villes. Lénine, dans sa brochure : *La campagne des zemstvos et le plan de l'« Iskra »*, se moqua d'eux. Une autre tâche s'imposait : nous avions à accomplir un travail plus digne des efforts du Parti ; notre but n'était pas de seconder les libéraux, mais de sauter à la gorge du tsarisme ; notre but était de prendre conscience de notre force révolutionnaire.

Plékhanov, qui, en 1889, avait compris parfaitement, en théorie tout au moins, que « la révolution russe vaincrait comme révolution ouvrière ou ne vaincrait pas », ne vit pas clair au moment décisif ; il ne put répondre aux angoissantes questions de l'actualité. En décembre 1905, quand le tsarisme réprima cruellement l'insurrection de Moscou, Plékhanov ne trouva que cette phrase digne d'un bourgeois : « Ils n'avaient qu'à ne pas prendre les armes ! »

En 1905, la lutte entre bolcheviks et mencheviks devient particulièrement ardente. Au cours de l'été de cette année, deux congrès eurent lieu parallèlement.

(5) Le 22 janvier est la date du *Dimanche rouge*. Ce jour-là, cent mille ouvriers, conduits par le pope Gapon, portant une pétition au tsar, se rendirent devant le Palais d'Hiver. Ils furent reçus à coups de fusils. Ainsi commença la Révolution de 1905.

(6) *Zemstvo* (de zemlia, province), assemblée élective à attributions restreintes, qui fonctionnait dans certains gouvernements de la Russie des tsars. Les zemstvos furent longtemps le siège d'une opposition libérale et bourgeoise, au reste très timide, contre le tsarisme.

(4) Akimov-Machnovetz fut un certain temps un des représentants les plus en vue des économistes, mais, par la suite, se ruina complètement dans l'opinion de son parti et tomba dans le ridicule.

lement : le troisième congrès des bolcheviks à Londres et la première « conférence panrusse unifiée » des mencheviks, à Genève. L'un et l'autre de ces congrès se considéraient comme représentant la majorité du Parti. Une grande lutte organisatrice eut lieu. Le Comité Central, qui était menchevik, sabotait nos congrès. A la veille de la révolution de 1905, nous en étions arrivés à avoir deux plate-formes.

### La Révolution de 1905

C'était le moment où commençaient en Russie des grèves grandioses restées célèbres. Et les deux plate-formes se dessinèrent très nettement dans toutes les questions, à commencer par celles des syndicats pour finir par celle de l'insurrection armée. Je ne saurais caractériser d'une façon tant soit peu détaillée les résolutions prises dans ces deux congrès. Mais le grand mérite du congrès bolchevik fut, à mon avis, d'établir avec une netteté particulière, et par la voie de l'expérience, les formes que devait prendre la révolution.

Maintenant, elles apparaissent plus claires que le jour : la grève générale, unie à l'insurrection armée, telles sont nos armes dans les batailles décisives. Mais la grève générale était alors très controversée.

La grève générale comme méthode fut longtemps rejetée non seulement des opportunistes, mais aussi de certains marxistes révolutionnaires, qui n'y voyaient qu'une méthode anarchiste et la qualifiaient volontiers d'« ineptie générale » (1). Tel était également l'avis de certains social-démocrates allemands, qui se considéraient comme des révolutionnaires. En 1905, le grand mérite du congrès bolchevik fut d'affirmer que la grève générale, organisée par toute une classe, serait la plus puissante des armes du marxisme.

Nous savons maintenant, pour l'avoir constaté, que la grève générale se combine souvent avec l'insurrection armée ; à treize ans de distance, ceci nous apparaît clairement. Nous avons vu « comment les choses se passent ». Mais le troisième congrès bolchevik l'avait prévu, et c'est là son plus grand mérite.

C'est grâce au troisième congrès, qui s'érigea en avant-garde du mouvement et en prit sur lui toute l'organisation, que nous avons été les témoins de l'élan si imposant de la révolution de 1905.

Vous savez que les Soviets des Députés ouvriers, qui ont pris naissance à Pétrograd en 1905, ont marché au début sous un drapeau qui n'était pas le nôtre. Les Soviets des Députés ouvriers à Pétrograd ont été créés (ceci ne saurait être effacé de l'histoire) par les mencheviks, qui voulaient s'appuyer sur les masses politiquement neutres contre le « cercle étroit » des révolutionnaires professionnels. Ils créèrent la devise des « Soviets », et elle eut du succès.

Les Soviets des Députés ouvriers furent créés. Mais les mencheviks surent bientôt qu'ils les avaient créés pour leur propre malheur. Les Soviets devinrent des citadelles du bolchevisme. Les Soviets, en 1905, marchaient en réalité dans la voie tracée par les bolcheviks. Le Soviet de Pétrograd se donnait, en fait, pour but la prise du pouvoir. Et les mencheviks avaient beau répéter sur tous les tons : « Tu ne dois pas t'emparer du pouvoir ! », l'organisation créée par eux devait fatalement s'engager dans cette voie. Cela devint

(7) Le mot est du social-démocrate allemand Ignaz Auer.

promptement l'évidence. Le Soviet de Pétrograd s'improvisait Gouvernement, lorsqu'il prescrivait, dans ses manifestes, de refuser toute participation aux emprunts de guerre, lorsqu'il s'emparait par force des imprimeries, voulait armer les ouvriers et donnait l'ordre aux usines de forger des armes pour la classe ouvrière. Il assumait ainsi toutes les fonctions du pouvoir. Une lutte sans merci était engagée ; elle se termina par une défaite momentanée de la classe ouvrière.

A la fin de 1905 et au commencement de 1906, des tentatives furent faites pour rapprocher bolcheviks et mencheviks dans l'intérêt de la révolution vaincue.

Des groupes moyens se formèrent et l'incertitude se mit dans nos rangs. Un congrès d'unification eut lieu à Stockholm, en 1906. Les bolcheviks y restèrent en minorité. Mais il apparut nettement qu'il ne pouvait même pas être question d'une union tant soit peu solide. Nous fûmes, il est vrai, obligés, après le congrès, de nous soumettre à la majorité, mais ce ne fut pas pour longtemps.

Au congrès de Stockholm, pendant les débats sur la tactique à suivre, les bolcheviks soutenaient que la révolution n'était pas terminée.

Le congrès n'arriva pas à s'entendre, ni à caractériser le moment qu'on traversait. Etait-ce l'année 1847 ou l'année 1849 que nous répétions ? « Nous sommes, comme en 1847, à la veille de la révolution », disions-nous. Les mencheviks ripostaient : « L'année 1847 ! Vous n'y pensez pas ! Mais nous sommes déjà enterrés ! l'année 1848 est résolue, nous en sommes à l'année de la réaction ; la révolution est finie, il ne nous reste plus qu'à nous adapter au régime tsariste », etc...

A qui les événements ont-ils donné raison ? Les historiens mencheviks de la première révolution ont essayé d'établir que nous avions été battus et que l'histoire prouvait que nous traversions alors 1849 et non 1847. La réalité actuelle prouve tout le contraire. Cinq ou six années ne représentent qu'une seconde au point de vue historique. Or, cinq ou six années après 1906, une nouvelle période révolutionnaire commençait déjà. L'historien prendra la période de 1905-1917 dans son entier et dira que ceux-là avaient tort qui, en 1906, assuraient qu'il fallait s'adapter à l'ancien régime et que ceux qui affirmaient qu'on était à la veille d'un incendie révolutionnaire avaient raison. Ce qui devait, selon nous, s'accomplir au bout d'un an, est arrivé au bout de six ans ; mais l'orientation que nous indiquions était la bonne.

G. ZINOVIEV.

(La fin au prochain numéro.)

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)  
PARAISANT LE JEUDI  
Le Numéro 1 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

Adresser la correspondance à  
René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

# Une Critique de l'Organisation Capitaliste de la Production et des Échanges

Cette étude n'a pas pour objet de dresser un tableau d'ensemble de la production et des échanges avec toutes ses tares. Son but est plus limité.

Ce n'est pas une *évaluation* des forces perdues, mais un *schéma* des forces perdues qu'il faut établir.

Cela veut dire qu'il faut faire ressortir les causes générales des forces perdues et donner l'impression de l'importance de ces forces par des exemples.

Il importe bien plus que ces exemples soient typiques que nombreux.

Pour établir ce schéma, il y a lieu de se placer sur un plan technique. Il ne s'agit pas de faire des déclarations générales concernant l'inorganisation capitaliste de la production, mais d'apporter des *exemples concrets* de l'anarchie régnante, démontrant par des faits précis, *permanents*, la mauvaise utilisation des énergies naturelles et humaines.

Toutefois, pour constituer une démonstration frappante, qui ait force de propagande, les exemples typiques qui nous seront donnés ne devront pas être des cas particuliers *exceptionnels*, mais des faits qui se répètent à de nombreux exemplaires dans le processus de la production et des échanges.

Afin de grouper les renseignements, il est utile de classer en sept grands chapitres l'énumération des faits particuliers permettant d'établir le *Schéma des Forces perdues*.

Pour faciliter la répartition du travail confié aux fédérations, aux sections et aux groupements et individualités participant à cette étude, des indications sur l'orientation à donner au travail critique accompagnent chacun de ces chapitres.

Il est bon d'attirer l'attention sur ce fait que certaines usines ou entreprises sont placées dans de telles conditions de travail qu'elles n'ont à pied d'œuvre ni la matière première, ni la force, ni la main-d'œuvre, ni l'écoulement des produits, et qu'au surplus elles fabriquent parfois des objets dont l'utilité est très discutable.

L'économie capitaliste prétend que ces usines, mal situées, œuvres d'hommes inexpérimentés, disparaîtront du fait de la concurrence. L'objection serait exacte si cette dernière jouait *intégralement* ; mais le régime capitaliste s'ingénie justement à éviter les effets de cette loi par divers moyens, notamment par les trusts, cartels, droits d'entrée, traits de commerce, etc., de sorte que certaines usines qui, techniquement et économiquement, devraient disparaître, non seulement vivent, mais réalisent des bénéfices.

Il importe donc, sur ce premier point, de signaler toutes les usines qui travaillent dans des *conditions générales anormales*.

Il ne faut pas se borner à signaler ces usines nominalement, mais il faut surtout noter les tares précises de leur fonctionnement technique, administratif et économique.

L'habitude endort l'esprit critique de ceux qui font œuvre de production. Il s'ensuit que bien des

pertes d'énergie, conséquence de l'organisation irrationnelle de la production en régime capitaliste, ne frappent pas l'esprit des ouvriers ou des techniciens.

Les camarades qui répondront à ce questionnaire devront se dégager de leurs habitudes et soumettre les actes de production et d'échange qui passent sous leurs yeux à une critique implacable.

C'est en agissant ainsi qu'il nous permettront de centraliser toutes les critiques et de tracer le tableau complet des forces perdues dans la société actuelle.

## LE CONSEIL D'ETUDES COMMUNISTES.

### CHAPITRE I

#### MATIERES PREMIERES

##### Emplacements, Répartition entre les usines

###### a) Utilisation des matières premières.

1. Signaler les usines dont les matières premières ne sont pas à pied d'œuvre.
2. Signaler d'où viennent ces matières premières.
3. Signaler les frais divers grevant leurs transports.
4. Fer.
5. Eau.
6. Route.
7. Transbordements.
8. Indiquer s'il existe des matières premières utilisables qui soient plus rapprochées que celles qu'on emploie.
9. Dans ce dernier cas, indiquer les raisons pour lesquelles ces usines n'emploient pas les matières les plus proches (souvent cela tient à des accords entre groupes financiers).

###### b) Extraction des matières premières.

10. Pour les régions d'extraction des matières premières, indiquer quelles sont les exploitations existantes ?
11. Indiquer les conditions relatives des prix de revient de l'extraction (c'est-à-dire s'il n'y aurait pas intérêt à fermer certaines exploitations, peu favorisées par leur situation, par la consistance des gisements ou par leur disposition pour développer au contraire l'exploitation des mieux favorisées).
12. Indiquer les clients de ces entreprises et la distance parcourue par les matières premières.
13. Indiquer les liens financiers existants entre fournisseurs et clients.

### CHAPITRE II

#### LA FORCE MOTRICE

##### a) Utilisation de la force.

1. Indiquer si l'emploi de la force est rationnel : charbon ou combustible à pied d'œuvre.
2. Indiquer si le combustible vient d'une région éloignée.
3. Indiquer s'il est possible d'utiliser sur place des combustibles ou des forces naturelles déjà exploitées ou à exploiter.

##### b) Production de la force.

###### I — Houillères, lignites, tourbes, etc.

4. Signaler les cas où la matière première est envoyée au loin au lieu d'être consommée sur place.
5. Signaler où vont ces matières premières.
6. Signaler les frais divers grevant leur transport.

**II. — Forces naturelles**

7. Indiquer si elles sont exploitées sur place.
8. Indiquer si elles sont exploitées plus loin.
9. Dans le cas de non exploitation, indiquer la cause : indifférence, manque de capitaux, etc.

**III. — Centrale de force existante**

10. Faire la critique de la répartition de ces centrales.
11. Types divers de courant.
12. Indiquer les méfaits de la concurrence entre les divers groupes financiers qui existent dans une même région desservie par plusieurs centrales.
13. Emplacement de ces centrales par rapport au combustible.
14. Transport de ce combustible.
15. Améliorations possibles.

**CHAPITRE III****TRANSPORTS**

1. Indiquer l'insuffisance des voies ferrées.
2. Des canaux.
3. Des engins de manutention.
4. Indiquer les transports inutiles que subissent les matières premières pour venir du lieu de production à l'usine.
5. Indiquer les transports des produits demi-finis aux usines de finissage.
6. Indiquer les transports des produits fabriqués à l'usine au grossite, du grossite au demi-grossite, du demi-grossite au détaillant.
7. Indiquer les motifs provenant de l'économie capitaliste, causes de ces transports inutiles, c'est-à-dire de ces efforts perdus.
8. Évaluer en chiffres l'accroissement du prix de revient du fait de ces transports inutiles.
9. Indiquer comment l'absence de mesures concernant le logement des ouvriers amène ceux-ci à perdre plusieurs heures par jour en transports inutiles et onéreux.
10. Indiquer la perte de temps pour chaque homme.
11. Indiquer la perte d'efforts pour établir des moyens de transports coûteux qui pourraient être, ou supprimés ou simplifiés.
12. Indiquer le meilleur groupement, de la main-d'œuvre et une répartition logique des logements par rapport aux usines.

**CHAPITRE IV****MAIN-D'ŒUVRE**

1. Indiquer des exemples typiques du mauvais emploi de la main-d'œuvre, provenant d'un manque de liaison entre la direction technique et les ouvriers.
2. Montrer par des exemples particuliers comment les conditions de travail pourraient être améliorées en organisant la production d'accord avec la main-d'œuvre.
3. Montrer les forces perdues par le mauvais outillage.
4. Indiquer les raisons du maintien du vieil outillage.
5. Indiquer les raisons des échecs du travail taylorisé, provenant du manque d'accord entre la direction et les ouvriers.
6. Indiquer s'il y a des difficultés de recrutement de la main-d'œuvre. Montrer les causes et les effets.
7. Indiquer les diminutions du rendement par suite des mauvaises conditions hygiéniques.
8. Indiquer l'état des logements.
9. Indiquer la distance de ces logements à l'usine.

**CHAPITRE V****ORGANISATION TECHNIQUE ET ADMINISTRATIVE**

1. Montrer l'erreur provenant de la dissémination ou parfois de l'inexistence des bureaux d'études.
2. Le secret commercial et la concurrence ont pour effet de priver une usine des progrès réalisés dans une autre, soit en ce qui concerne les procédés de fabrication, soit en ce qui concerne l'organisation de celle-ci.

3. Montrer des exemples typiques.

4. Évaluer l'augmentation des frais généraux en résultant.

5. Indiquer si les mêmes tares existent au point de vue administratif.

6. Indiquer s'il y a répétition des mêmes opérations qui pourraient n'être faites qu'une fois si on coordonnait les efforts, en comptabilité :

- dans les magasins,
- dans les services des commandes,
- dans la répartition de celles-ci entre les usines, etc.

**CHAPITRE VI****REPARTITION DES COMMANDES**

1. Montrer les tares du système actuel qui n'est que le système D appliqué par chaque usine.
2. Montrer par des faits l'inconnu devant lequel se trouvent les usines pour évaluer les besoins auxquels elles devront satisfaire.
3. (Ou l'usine attend d'avoir son carnet de commandes garni pour fabriquer et les commandes sont très longues à sortir (c'est le système français) ou les usines fabriquent à découvert et elles marchent au hasard, étant donnée l'impossibilité d'être renseignées.)
4. Démontrer le fonctionnement de cartels existants et comment se fait la répartition des commandes.
5. N'y a-t-il pas des cas d'usines exécutant des commandes pour lesquelles elles ne sont pas outillées et sur lesquelles elles ne font aucun bénéfice, alors que des industries spécialisées n'ont pas de commandes du fait de la concurrence.
6. La connaissance, par la publicité, les associations, le choix du personnel, des moyens des industries existantes elle est assez facilitée pour que la répartition des commandes soit faite de façon judicieuse par le service intéressé.
7. Certaines entreprises ne donnent-elles pas à leur service des commandes des directives où le souci de la bonne exécution à un prix rationnel par une industrie spécialisée n'entre qu'en dernière ligne.

**CHAPITRE VII****ECHANGES**

1. Montrer des exemples d'opérations inutiles d'échanges entre intermédiaires qui se glissent entre le producteur et le consommateur.
2. Signaler en les évaluant, les bénéfices prélevés par ces intermédiaires.
3. Signaler, par des exemples précis, les conséquences accessoires de l'intervention de ces intermédiaires : immobilisation de stocks.
4. Accaparement.
5. Manutention et voyages inutiles des produits.
6. Citer les cas les plus réguliers de ventes spéculatives : récoltes en herbe, vendange en fleurs, laine sur le dos des moutons.
7. Y a-t-il des moyens régulateurs, même empiriques du mouvement des échanges ?
8. Le petit commerce est-il utile ?
9. Quel est son rendement ?

Toutes les causes de déperdition n'ont pas été prévues dans les questionnaires qui précèdent. Nous prions ceux qui voudront bien travailler avec nous de compléter ces interrogations.

Nous leur demandons également d'indiquer, chaque fois qu'ils le pourront, le remède technique.

Enfin, nous serions heureux qu'on nous signalât les articles de périodiques techniques et tous les ouvrages qui traitent de la question.



# Lettre d'un Camarade Chinois

*Nous recevons d'un camarade chinois résidant en France la lettre suivante, que nous publions telle quelle tenant à lui conserver toute sa spontanéité :*

Camarades,

Je m'adresse à vous au nom des travailleurs chinois et plus particulièrement de la Fédération des cheminots de Cahng Sin Tien (Tcheli Chine), où je remplissais, avant de venir en France, les fonctions de chef de train de la 14<sup>e</sup> brigade. J'étais le président de cette fédération ; je suis maintenant son délégué dans votre pays. Je suis chargé, en outre, de représenter l'Union nationale de nos travailleurs. J'ai donc qualité pour vous parler de tout ce qui nous intéresse.

En Chine, vous le savez, l'industrie est à ses débuts. Elle ne dispose pas des gros capitaux nécessaires pour son développement. Les capitalistes étrangers, profitant de cette situation, se sont servis, pour nous exploiter, à la fois des missionnaires et des aventuriers de l'industrie et du commerce. Ils ont ainsi suscité des haines dans notre prolétariat contre l'étranger envahisseur ; ils ont fait naître un capitalisme chinois, non moins impitoyable pour nos frères et non moins funeste que le capitalisme exotique.

Nous ne nous considérons pas comme représentés par le gouvernement de Pékin, qui n'offre même pas les garanties d'un gouvernement parlementaire. Toutes les négociations engagées par ce gouvernement, et principalement tous les emprunts qu'il a souscrits, sont sans valeur pour nous, ouvriers, commerçants et étudiants. Ses représentants en France n'ont à nos yeux aucune autorité pour négocier des crédits. Jusqu'ici, il ne s'est pas encore engagé à contribuer au sauvetage de la *Banque Industrielle de Chine*. S'il y consentait, ce serait sans avoir été autorisé par le peuple chinois, qui ne veut certainement pas prêter des milliards, destinés à stipendier les ennemis du peuple russe, les héritiers des traditions du tsarisme, à organiser l'exploitation de l'Extrême-Orient et, en particulier, celle de la Chine. Nous avons d'avance protesté contre le prêt de cinq cents millions de francs qui résulte d'un accord entre votre gouvernement et votre Parlement, d'une part, et nos capitalistes, de l'autre. Ceux-ci trahissent vos véritables intérêts, et, je vous l'ai dit, le régime parlementaire n'existe plus légalement chez nous. Nos députés ont été dispersés. Une partie des crédits ne profite qu'aux membres d'un gouvernement qui ne représente pas la nation.

Toutes ces intrigues, chers camarades, ne peuvent aboutir qu'à créer une mésintelligence profonde entre notre pays et le vôtre, et qui menacerait de s'étendre jusqu'à nos prolétariats. Car il ne faut pas sous-estimer la force, l'efficacité de propagandes per-

nicieuses. Il se trouvera chez vous des hommes assez criminels ou insensés pour agiter le spectre du péril jaune, pour parler de la barbarie chinoise et présenter la guerre de votre race contre la nôtre comme un devoir glorieux. Et nous-mêmes ne serons-nous pas victimes de la contagion ? Il y a chez nous, comme chez vous, des ignorants aisément trompés, et les Chinois ne sont pas plus à l'abri de l'erreur que certains de vos intellectuels. Ne fournissez pas un prétexte à ceux qui, par intérêt personnel, ou même de bonne foi, pourraient prêter l'oreille aux Japonais qui nous conseillent de nous laisser conduire et organiser par leurs militaristes, pour échapper à l'asservissement dont l'Europe capitaliste nous menace. Craignez de voir éclater un jour une guerre véritablement mondiale et scientifique dans tout le sens du mot, une guerre auprès de laquelle la tuerie qui vient de faire périr des millions d'hommes n'aura été qu'un jeu. L'humanité ne s'en relèverait peut-être pas.

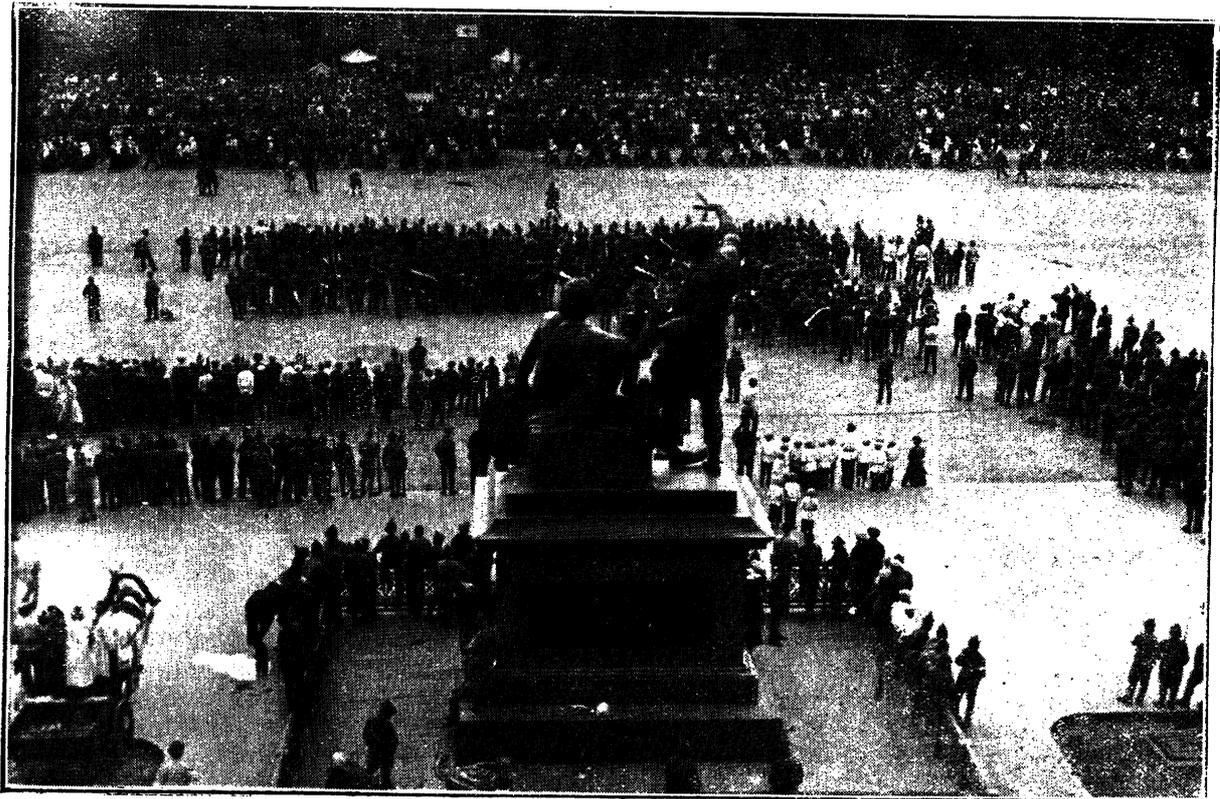
Chers camarades, s'il y a une action urgente en ce moment et dont dépend la vie de l'humanité entière, c'est celle d'organiser la propagande qui doit nous amener à nous aimer, à nous comprendre, à nous compléter en associant nos qualités les meilleures.

Nous, les travailleurs chinois venus en France pour nous assimiler votre science et ce qu'il y a de plus humain, de plus fécond dans vos méthodes occidentales, nous travaillons de tout notre cœur à vous connaître. Connaissez-nous à votre tour et luttiez contre les intérêts égoïstes, les préjugés et aussi l'indifférence de votre peuple. Le peuple chinois aime sa terre natale, la civilisation dont il a hérité ; il est reconnaissant à ses pères de ce qu'ils ont fait pour lui, mais il est, de tous les peuples, celui chez lequel l'idée de patrie risque le moins de se dépraver, de se rétrécir, de se changer en un nationalisme hostile, dressé contre les autres patries, les autres races. Le Chinois, homme comme vous, avec deux yeux pour regarder et observer, deux oreilles pour entendre et écouter, un nez pour sentir, une bouche pour parler et discuter, un cerveau comme le vôtre pour penser à la liberté et deux mains pour travailler, pour produire, pour édifier la solidarité mondiale, un cœur pour aimer ses frères et la justice, est en même temps le plus pacifique des êtres.

Oui peut-être, les Chinois sont-ils plus pacifiques que vous. Ayant souffert cruellement de la guerre pendant des milliers d'années, ils ont appris à la détester. Leur philosophie, leur poésie respirent l'amour de la paix et réprouvent la violence, les appétits de conquêtes. Au moins, autant que vos ouvriers, vos paysans, ils se refusent à quitter leurs femmes



LA REVUE DU 17 JUIN A MOSCOU. — Discours d'une Déléguée des Femmes de l'Orient.



LA REVUE DU 17 JUIN A MOSCOU. — L'Orchestre.

aimantes, leurs enfants caressants, leurs chers parents devenus vieux, à partir, abandonnant leurs industries et leurs cultures, pour prendre part à des massacres dont on ignore le pourquoi. Ils veulent garder leur corps intact, sans mutilations qui les obligent à vivre en parasites du travail de leurs frères.

Cependant, si l'Europe capitaliste, à laquelle vous n'aurez pas su faire obstacle, les envahit, prétend les réduire en esclavage, ils seront bien obligés de se défendre. Faites donc votre devoir, frères ouvriers de France; ne permettez pas à votre capitalisme de venir nous exploiter ou, si nous lui résistons, nous tuer en se servant de votre machinisme per-

fectionné. Accomplissez donc votre devoir envers l'humanité, notre mère commune. Lutte contre vos ennemis qui sont les nôtres. Aimons-nous. Vive la solidarité internationale!

Je sais que vous voulez supprimer la guerre, mais songez que, pour y arriver, il faut lutter pour nous libérer tous à la fois, pour nous protéger contre la menace terrible d'une guerre d'extermination et contre l'asservissement ou l'appauvrissement universels. Et, pour cela, nous devons faire cause commune contre trois ennemis: la réaction chinoise, l'impérialisme japonais et les capitalismes occidental et américain.

CHENGTCHENG.

# Chronique Internationale

## HONGRIE

Après deux années de terreur blanche, le réveil du prolétariat hongrois devient un fait. Il n'est plus d'illusions démocratiques qui tiennent. Au lendemain des atrocités d'un régime de terreur impossible à décrire, le réveil du mouvement ouvrier prouve sa vitalité et celle de son avant-garde communiste.

Les premières grèves qui se produisirent sous le gouvernement de Horty furent économiques et se déclanchèrent contre la volonté de la bureaucratie syndicale. Ce fut le cas de la grève des charbonnages du Danube et de celle des tailleurs de Buda-Pest.

La grève générale des imprimeurs de Buda-Pest, quoique de peu de durée, a eu un caractère politique: il s'agissait d'obtenir la libération de dirigeants syndicaux arrêtés qui, aussitôt libérés, s'empressèrent d'ailleurs de mettre fin au mouvement.

L'effervescence avait gagné toutes les organisations. Mais la situation économique, l'accroissement du chômage, notamment, rendit la lutte difficile aux ouvriers, même contre les réductions de salaire.

De plus, la classe ouvrière hongroise décapitée témoin de la complicité des social-démocrates et du gouvernement Horty a souvent pris en aversion toute politique. Nous remarquerons néanmoins que le recrutement des organisations socialistes chrétiennes soutenues par le gouvernement, est resté insignifiant.

Les communistes échappés à la terreur ont cherché dans l'émigration de nouvelles méthodes tactiques. Mais ils ont eu le sort de toutes les émigrations révolutionnaires vaincues. Ils se sont divisés, les uns embrassant une sorte d'anarchisme tolstoïen, les autres entrant dans la voie des conspirations romantiques. Ces derniers étaient persuadés qu'après l'expérience de la dictature prolétarienne et de la terreur blanche, le prolétariat hongrois serait toujours prêt à prendre les armes. Ils reléguèrent à l'arrière plan les besognes

d'organisation et de centralisation et adoptèrent ce simple mot d'ordre: « Aux armes! »

Mais en Hongrie, la dictature bourgeoise s'est consolidée. Elle commence à affecter des formes constitutionnelles, après avoir par la violence des détachements d'officiers, mâté à son tour la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Les social-démocrates qui, avec le commerce et l'industrie ont, dans un pays agricole, formé une coalition contre la petite propriété paysanne, ont dû affecter tout au moins un langage d'opposition. Le gouvernement Horty, d'autre part, ayant dû céder aux exigences de la Russie et relâcher 400 des révolutionnaires « les plus coupables » qu'il détenait, le parti social-démocrate n'a pas osé cependant se mettre à la tête du mouvement populaire pour l'amnistie.

C'est sur ces entrefaites que les luttes intérieures se sont terminées dans le Parti Communiste hongrois, et que la période des conspirations romantiques prit fin, conformément aux décisions de l'Exécutif de l'I. C. La plateforme nouvelle adoptée par les deux tendances du communisme hongrois, prévoit la réorganisation du Parti sur les bases de la centralisation, d'une organisation illégale sérieuse, de l'action la plus énergique dans les syndicats. De la sorte, on peut dire avec certitude que le réveil du prolétariat hongrois trouve là un parti communiste à la hauteur de ses tâches nouvelles.

BELA KUN.

Le Gérant: R. APERCE.



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges DANGON, imprimeur.